

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3081 - JEUDI 30 NOVEMBRE 2017

ELECTRICITÉ

Les abonnés de Ouesso
boudent les compteurs
prépayés

La Société nationale d'électricité (SNE) a appelé à la rescousse les parlementaires du département de la Sangha, face aux réticences émises par ses abonnés de la ville de Ouesso sur l'utilisation des compteurs prépayés. Habités à régler leurs factures d'électricité au forfait mensuel, les habitants du chef-lieu de la

Sangha semblent ne vouloir rien comprendre de cette opération qui intègre les réformes préconisées par le gouvernement, en vue de moderniser la SNE, rappellent les responsables de cette société. Réunis le 27 novembre autour du député de Ouesso 2, Léonidas Carel Mottom Mamoni, les parlementaires de la Sangha ont

Les parlementaires de la Sangha tourné et retourné la question, illustrant toute la délicatesse du sujet. Ils ont déploré, à l'instar du député Accel Arnaud Ndinga Makanda, le manque de communication entre la SNE et ses clients avant le lancement d'une telle opération en ces temps de crise.

Page 5

CABINET DU CHEF DE L'ÉTAT
Léonard Noël
Essongo
nommé chef
d'état-major
particulier du
président de
la République

Ancien représentant spécial du chef de l'Etat congolais en Centrafrique, le général de division Léonard Noël Essongo a été nommé chef d'état-major particulier du président de la République avec rang de ministre, le 25 novembre. Cette nomination fait suite à la réorganisation du cabinet présidentiel actée par un précédent décret daté du 20 août 2016.

Page 2

Éditorial

Afrique-Europe

Page 2

CONGO-BANQUE MONDIALE

Ouverture
des consultations
pour un nouveau
cadre de partenariat

Le groupe de la Banque mondiale organise du 27 novembre au 17 décembre, des consultations publiques et en ligne pour préparer son nouveau cadre de partenariat-pays qui fixe ses domaines d'engagement spécifiques et prioritaires en République du Congo pour les quatre prochaines années. Menées à Brazzaville et à Pointe-Noire, ces consultations prévoient des rencontres directes avec les partenaires, les acteurs des secteurs public et privé, les représentants de la société civile et la population. Elles ont pour objectifs de « recueillir les suggestions des parties prenantes sur les priorités de développement du pays ».

Page 16

TIC

Un logiciel pour
une meilleure gestion
des données scolaires

La signature du protocole entre les deux parties/Adiac

Le logiciel Newschool ou "Kelas ya sika", mis en œuvre par une startup congolaise, envisage d'archiver et numériser tous les fichiers des ministères en charge de l'enseignement, y compris ceux de l'université Marien-Ngouabi, afin de rationaliser la gestion des données. Selon le président du Front des élèves et étudiants du Congo, une association qui a noué hier un partenariat avec la startup afin

de promouvoir ce logiciel, il y a là l'opportunité d'une meilleure implication de la société au suivi des plus jeunes. « Il (le logiciel) permet de relier les parents à la vie scolaire ou académique de leurs enfants, grâce à un compte parental comprenant les fonctionnalités comme la consultation en temps réel du comportement de son enfant dans chaque cours », a précisé Ange Boukongou.

Page 5

ÉDITORIAL

Afrique-Europe

Quatre-vingt-trois Etats réunis pendant deux jours au bord de la lagune Ebrié, à Abidjan, pour parler du devenir des relations entre l'Afrique et l'Europe, voilà un évènement politico-diplomatique qui ne manque ni d'intérêt ni de panache : ni d'intérêt parce qu'au cœur de cette rencontre entre chefs d'Etat figurent les questions stratégiques dont la solution conforterait la paix sur notre continent ; ni de panache car ce sommet donne l'occasion à de nombreux dirigeants des deux bords d'affirmer leur présence sur la scène mondiale comme on l'a vu ces derniers jours avec le nouveau président français, Emmanuel Macron.

Que sortira-t-il donc au final de cette grand'messe célébrée dans la capitale de la Côte d'Ivoire ? Sans doute guère d'actes concrets étant donné le peu de temps qui lui est donné - deux jours à peine - et l'ampleur des problèmes qui perturbent les relations présentes entre l'Afrique et l'Europe, à commencer par celui des migrations sauvages et des drames humains qu'elles provoquent. Mais peut-être des engagements de principe qui, à terme plus ou moins rapproché, pourraient changer radicalement les liens historiques unissant les deux continents.

Il semble, en effet, que la question migratoire, la montée des tensions entre les grandes puissances de l'hémisphère nord - Chine, Etats-Unis, Russie -, l'émergence de l'Afrique dans le domaine économique conduisent, d'une part, les dirigeants européens à réviser leur vision du monde et, d'autre part, amènent les dirigeants africains eux-mêmes à considérer leurs homologues européens comme des partenaires plus sûrs, plus fiables que par le passé. Certes rien n'est encore joué sur ce nouveau terrain et l'on doit par conséquent se garder de prendre pour argent comptant les nobles propos tenus ces dernières heures à Abidjan, mais il n'est pas impossible que la donne soit en train de changer sur la table du jeu diplomatique.

Ce que l'on peut en tout cas tenir d'ores et déjà pour acquis c'est bien que la vision fautive, décalée, d'une Afrique vouée pour longtemps encore à la misère et à la violence disparaît des écrans. Et que, de ce fait, le Sommet Afrique -Europe dont nous vivons aujourd'hui les dernières heures s'inscrit demain dans l'Histoire comme un tournant majeur. Reconnaissons-le, ce n'est tout de même pas rien !

Les Dépêches de Brazzaville

CABINET PRÉSIDENTIEL

Le général Léonard Noël Essongo nommé chef d'état-major particulier du président de la République

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a nommé son chef d'état-major particulier, en la personne du général de division Léonard Noël Essongo. Le décret afférent, pris en date du 25 novembre, stipule que le chef d'état-major particulier a rang et prérogatives de ministre.



Le général de division Léonard Noël Essongo/DR

Officier général au parcours exceptionnel, Léonard Noël Essongo, 70 ans, le 11 août prochain, a gravi tous les échelons de l'armée qu'il intègre, le 20 avril 1972, comme engagé volontaire, après son admission au baccalauréat série C au lycée Chaminade de Brazzaville, ville où il voit le jour dans le quartier de Poto-Poto. Entre 1976 et 1986, ses études dans le métier des armes le conduisent successivement à l'école militaire unifiée d'Odessa, à l'école d'application d'artillerie de Leningrad, à l'académie Frounze où il décroche une série de maîtrises en sciences militaires.

S'en suivent des fonctions sur un long cours à partir de 1976 : il

commande la Batterie de 100m/m à l'artillerie de campagne, chef d'état-major au Bataillon de la garde et sécurité présidentielles, chef de corps du 1er Bataillon d'infanterie motorisée du 3^e régiment, commandant du groupement aéroporté, chef d'état-major de la zone militaire numéro 5 Ouessou (Sangha), chef de division personnel officier à l'armée de terre, commandant de la Zone autonome de Brazzaville, chef d'état-major de l'armée de terre, conseiller spécial, chef d'état-major particulier du président de la République, conseiller spécial, chef du département de la défense, de la sécurité, de la protection civile du chef de l'Etat. Il exerce les deux dernières

fonctions entre 2012 et 2013, avant d'être désigné ambassadeur, représentant spécial du président de la République, médiateur international de la crise centrafricaine. Amateur de sports collectifs, Léonard Noël Essongo pratique les arts martiaux et la natation, il parle le russe, l'anglais, l'espagnol et tout naturellement le français. Le 20 août 2016, un décret du président de la République portant réorganisation de son cabinet scellait la disparition de la fonction Maison militaire du président de la République au profit de l'état-major particulier du président de la République. Le nouveau promu attend de prendre ses fonctions.

La Rédaction

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Secrétaire des rédactions adjoint : Christian Brice Elion
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre

Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbelé Ngonu

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagnia

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

DÉVELOPPEMENT

Le Congo prépare un nouveau plan national fondé sur deux axes stratégiques

Le document en chantier, qui couvre la période 2018-2022, accorde la priorité au développement du secteur éducatif qui fait l'objet d'un atelier spécial depuis le 29 novembre, à Brazzaville.

Pendant trois jours, les cadres et experts nationaux en matière d'éducation valideront, après examen, la nouvelle stratégie mise en exergue pour garantir la réussite du prochain Plan national de dé-

PND 2018-2022. Il s'agit, de manière spécifique, d'examiner le document stratégique du PND au niveau du secteur éducatif, l'amender et le valider », a expliqué le directeur général du plan et du développement, Franck Corneille Mampouya Mbama, à l'ouverture des travaux. Cette stratégie intègre la stratégie sectorielle de l'éducation 2015-2025 et vise la mise en œuvre des programmes éducatifs ciblés et cohérents, permettant de renforcer

d'offrir au pays une éducation de base et de qualité à tous ; de rendre efficace le pilotage et la gestion du système éducatif.

Dans le PND 2018-2022, conformément aux Objectifs de développement durable liés à l'éducation, la nouvelle stratégie mise sur pied fera en sorte que d'ici à 2030, les filles et les garçons bénéficient d'un cycle complet d'enseignement de qualité et accèdent, sans distinction, aux services de développement et de prise en charge de la petite enfance.

Il sera également question d'éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation ; d'assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables. Pendant les travaux, les experts ont établi le bilan du PND 2012-2016. Celui-ci a été, selon eux, mitigé mais plus diversifié, car il présentait quelques faiblesses, notamment le manque de leadership et de priorité.

Il convient de rappeler que le nouveau PND en chantier a inscrit aussi la diversification de l'économie comme l'un des axes prioritaires. Cet atelier se clôturera ce vendredi.

Firmin Oyé



Une vue des experts lors de l'atelierphoto Adiac

veloppement (PND), dans son volet éducation.

« L'objectif général du présent atelier est d'intégrer la stratégie et les priorités de la stratégie sectorielle de l'éducation 2015-2025, retenues pour les cinq prochaines années dans le

l'éducation de base, en mettant un accent particulier sur l'employabilité des jeunes. Ladite stratégie concerne tous les sous-secteurs de l'enseignement et s'articule autour de trois axes prioritaires. Il s'agira, entre autres,

TIC

Trois groupes de développeurs mobiles distingués

Le concours Hack4work, organisé du 24 au 27 novembre à Brazzaville, a permis de découvrir les équipes Le Héraut, Zua et Facteur, des startups qui ont pu mettre au point des applications mobiles pour faciliter la recherche d'emplois.

Lauréate du premier Prix du jury Hack4work, l'équipe Le héraut a créé un navigateur web gratuit et facile à connecter. Il met à la disposition du public des offres d'emploi réparties selon les secteurs d'activité. En plus de ces fenêtres, Le héraut assure le coaching des demandeurs afin qu'ils puissent mieux se positionner sur le marché de l'emploi.

Destin Loutoumba, l'un des quatre fondateurs du site Le héraut, revient sur la pertinence de son application, qui fonctionne même sans connexion internet. « En cas de besoin, le demandeur d'emploi peut être contacté via des SMS ou appels téléphoniques », a-t-il expliqué.

Comme la majorité des jeunes formés au centre Yecolab, Destin Loutoumba veut conquérir le marché congolais en misant sur



Le ministre Léon Juste Ibombo posant avec les jeunes développeurs

d'autres secteurs de développement. Dans les mois à venir, ce jeune pourrait lancer « Santé ya libota », un accompagnateur numérique de santé. Il est destiné à alerter les parents pour le vaccin, la pharmacie de garde, etc. Présent à la remise des distinc-

tions aux jeunes développeurs mobiles, le ministre des Postes, télécommunications et de l'économie numérique, Léon Juste Ibombo, a salué ces différentes innovations en faveur de la croissance inclusive et la recherche de l'emploi.

RECHERCHE AGRICOLE

124 milliards FCFA pour mettre en œuvre le plan directeur du Congo

Le texte a été validé, le 27 novembre à Brazzaville, par les experts du ministère de tutelle et ceux de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (Fao).

Le plan directeur de recherche agricole est issu d'un processus participatif incluant l'ensemble des parties prenantes engagées dans la recherche agronomique. Il intègre le Plan national de développement 2012-2016, et est associé à un mécanisme de suivi du système national de recherche agricole composé de cinq axes d'intervention prioritaires.

Lesdits axes concernent, entre autres, le renforcement de la gouvernance, du développement et de la performance organisationnelle du système national de recherche agricole du Congo ; le renforcement des capacités du système national de recherche agricole et l'identification ; la valorisation des ressources naturelles ; la gestion de l'environnement et la lutte contre les effets du changement climatique.

Le même document prévoit aussi l'identification et la diversification des produits agro-sylvo-pastorales et halieutiques, l'amélioration des revenus de la population rurale, mais également la promotion du partenariat et la gestion des connaissances.

La mise en œuvre de ce plan directeur, a précisé la représen-

tante de la FAO au Congo, Suze Percy De Filippini, nécessitera la somme de 124,7 milliards F CFA.

« Je voudrais réitérer ici la disponibilité de la FAO à poursuivre son assistance technique au gouvernement de la République du Congo pour soutenir sa politique de développement agricole et l'atteinte des Objectifs de développement durable. La mise en œuvre de ce plan directeur nécessitera environ 124,7 milliards F CFA », a averti la représentante de la FAO au Congo.

Pour le ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique, Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou, qui a patronné la cérémonie, la validation de ce plan constitue un enjeu majeur dans le développement de l'agriculture congolaise. « En dépit des conditions favorables, la recherche agricole congolaise est peu performante. Le secteur agricole occupe 40% de la population active, essentiellement rurale et contribue à 6% aux exportations. Cela est dû en partie à la faible capacité de disposer des techniques et des politiques de management capables d'assurer une production agricole durable », a déploré le ministre.

F.O.

d'autres idées innovantes susceptibles de déboucher sur des nouveaux services. Outre le soutien exprimé des autorités, les jeunes startups peuvent également compter sur l'accompagnement du programme des volontaires des Nations unies, du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), des sociétés telles qu' Airtel Congo, Ecobank, BCI et surtout, de l'Agence de régulation des postes et communications électroniques, le principal partenaire de Yecolab. Selon le représentant résident du Pnud, Mohamed Abchir, cette édition du Hack4Work a été une occasion pour les organisateurs de promouvoir les Technologies de l'information et de la communication (TIC) et les Objectifs de développement durable. Il a insisté, par ailleurs, sur le soutien que doivent bénéficier ces jeunes innovateurs du Congo. Soulignons qu'en dehors des prix et enveloppes, quelques filles ayant participé au hackathon vont bénéficier de stages au sein des organismes onusiens et banques partenaires.

Fiacre Kombo

FORCES ARMÉES CONGOLAISES

Feu le commandant Thierry Thystère Ngabié honoré par ses frères d'armes

La 22^e promotion des élèves officiers d'active de l'Académie militaire Marien-Ngouabi est baptisée du nom de l'officier tombé au champ d'honneur, le 18 avril 2017, dans le département du Pool.

Les soixante-seize élèves officiers d'active dont trois de sexe féminin et un Gabonais, formant la « Promotion commandant Thierry-Thystère-Ngabié », viennent de terminer la première année de leur formation à l'Académie militaire Marien-Ngouabi. Selon des résultats rendus publics à l'occasion de la cérémonie de baptême de cette promotion, le 25 novembre, tous ont passé avec brio la phase de la formation commune de base qui s'est déroulée du 6 janvier au 16 novembre. Ils sont donc admis à poursuivre leur formation en deuxième année et sont désormais aptes à commander un groupe de combat, estiment leurs encadreurs.

« Passant en deuxième année, cette promotion aura, à l'instar des promotions antérieures, la lourde responsabilité de porter, à compter de ce jour, le nom d'un parrain. Celui qui s'identifie à cette promotion est un illustre officier disparu dans les circonstances qui donnent une résonance particulière et en



La cérémonie de baptême de la 22^e promotion de l'Académie militaire Marien-Ngouabi; crédit photoAdiac

appelle à une intériorisation du sens du devoir et du sacrifice », a indiqué le commandant de l'Académie militaire, le colonel Jean Libali.

D'après lui, les élèves officiers constituant cette promotion devront, dès lors, se comporter d'une manière exemplaire, s'ils veulent intégrer dans l'honneur et la dignité la grande lignée des anciens de cette école. Il espère que l'esprit de cet éminent soldat illuminera, à coup sûr, la voie qu'ils vont chacun se tracer. « A vous les élèves officiers de la 22^e promotion, il vous reste encore un bout de chemin à parcourir avant de triompher comme vos

anciens de la 21^e. Pour cela, il faut que vous donniez le meilleur de vous-mêmes dans les différentes tâches et responsabilités qui vous seront confiées par votre encadrement et surtout ne lâchez pas prise quoi qu'il arrive », a exhorté le colonel Jean Libali.

Qui était le commandant Thierry Thystère Ngabié ?

Né le 22 février 1976 à Brazzaville, Thierry Thystère Ngabié, titulaire d'un baccalauréat technique, série G3, a souscrit un engagement volontaire dans les Forces armées congolaises, vague A, le 2 janvier 1998, alors qu'il était âgé de 22

ans. En 2000, il suit un stage de chef de groupe d'infanterie commando. Il est admis à suivre, la même année, le stage des cadres de contact au Centre de formation de l'unité commando avant d'être nommé successivement sergent puis aspirant. Affecté au Groupement para-commando (GPC) en mars 2001, il sera promu, un mois après, au grade de sous-lieutenant. En avril 2004, il est nommé lieutenant, en juillet 2008, capitaine et en janvier 2014, commandant.

Dans sa carrière militaire, le commandant Thierry Thystère Ngabié a occupé plusieurs fonctions. Chef de la deuxième section de

la première compagnie du GPC de novembre 2000 à novembre 2004, il a occupé les mêmes fonctions de novembre 2004 à décembre 2008 à la première section. Il fut aussi commandant de la deuxième compagnie du GPC. De décembre 2012 à mars 2015, il était le chef de la division sécurité militaire du GPC avant d'être nommé en mars 2015, adjoint logistique du GPC. Thierry Thystère Ngabié était également un encadreur car il a été directeur adjoint du CAT 2, option commando, à Bilolo et directeur du CAT 1 option troupes aéroportées toujours à Bilolo.

Il est mort en mission commandée, le 18 avril dernier, aux environs du village Hérila, situé à mi-chemin entre les sous-préfectures de Kindamba et Vindza, dans le département du Pool, alors qu'il n'avait que 41 ans. Pour rappel, cette attaque des Ninjas Nsiloulous du pasteur « Ntumi » avait fait neuf victimes dont huit militaires et un civil. Lors de la cérémonie d'hommage organisée le 27 avril, au stade Michel d'Ornano de Brazzaville, le commandant Thierry Thystère Ngabié avait été décoré au grade d'officier dans l'Ordre national de la paix.

Parfait Wilfried Douniama

L'INSTITUT DE LA FRANCOPHONIE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (IFDD) APPORTE SON SAVOIR-FAIRE AUX CADRES DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE (BDEAC)

Il s'est tenu du 17 au 19 octobre 2017, dans les locaux du Siège de la BDEAC, un atelier de formation sur la prise en compte et les interactions des Objectifs de Développement Durable (ODD) / climat dans les projets et programmes de développement. Cet atelier a été organisé par la BDEAC en partenariat avec l'IFDD.

L'Institut de la Francophonie pour le Développement Durable (IFDD) est un organe subsidiaire de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) qui comprend 84 États et Gouvernements membres dont les 6 pays membres de la Communauté Économique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC) qui assurent la tutelle de la BDEAC. L'IFDD est par conséquent un instrument de coopération des pays membres de la CEMAC qui complète les actions de la BDEAC. En effet, l'IFDD a pour mission de renforcer les capacités des États et gouvernements membres pour leur participation aux négociations internationales et dans la mise en œuvre des accords en matière d'environnement et du développement durable qui en découlent. C'est fort de sa longue expérience et de multiples outils développés et largement connus que l'IFDD a donné une suite favorable à cette requête de la BDEAC. L'objectif général de l'atelier était de familiariser les cadres de la BDEAC, mais également les points focaux fonds vert et bleu de ses États membres ainsi que les cadres des institutions partenaires (CEMAC, PEAC,



CBLT, CICOS, COMIFAC, CEEAC), aux enjeux des principaux accords internationaux pris par la communauté internationale en matière d'environnement et de développement durable, et plus spécifiquement de l'Agenda 2030 des Nations Unies et des ODD, ainsi que de l'Accord de Paris sur le Climat.

Au cours de la cérémonie d'ouverture de cet

atelier, Monsieur Jean-Pierre Ndoutoum, Directeur de l'IFDD, a rappelé dans son allocution la nécessité d'une solidarité planétaire et d'une mondialisation efficace des

partenariats pour répondre à la mondialisation des défis. Il a évoqué le potentiel partenariat stratégique à développer entre l'IFDD et la BDEAC. En effet, les réflexions débütées lors de cet atelier, ont abouti le 15 novembre 2017 à Bonn, en marge de la 23^{ème} Conférence des Parties (COP23), à la signature d'un protocole d'entente de partenariat entre l'OIF et la BDEAC.

ENERGIE ÉLECTRIQUE

Ouesso boude les compteurs prépayés

Le directeur général de la Société nationale d'électricité (SNE), Louis Kanoha Elenga, a saisi les parlementaires de la Sangha afin qu'ils puissent convaincre leurs mandants à adhérer au programme gouvernemental d'installation des instruments modernes de facturation de la consommation électrique sur l'ensemble du territoire national.

Réunis à Brazzaville, le 27 novembre, autour du député de Ouesso 2, Leonidas Carrel Motom Mamon, les parlementaires du département de la Sangha ont tourné et retourné, dans tous les sens, les motivations réelles justifiant le refus d'installation des compteurs prépayés par la population de la ville de Ouesso.

Selon des informations mises à la disposition d'un parlementaire, les habitants du chef-lieu du département de la Sangha sont réticents à l'installation de ces instruments modernes de facturation de la consommation électrique, parce qu'ils sont habitués à la paie



Les parlementaires de la Sangha

au forfait qui semble être plus avantageuse pour eux.

Cet argument n'a pas convaincu l'ensemble des parlementaires. Ils ont soutenu que l'opération d'installation des compteurs, qui a déjà commencé dans certains quartiers de Brazzaville, s'inscrit dans le cadre du programme du gouvernement relatif aux réformes envisagées dans les entreprises publiques et parapubliques. Par

ailleurs, répondant aux questions des journalistes, après la réunion, le député de Ouesso 1, Accel Arnaud Ndinga Makanda, a relevé que la SNE a manqué de réaliser, en amont, un travail d'information et de sensibilisation de la population de Ouesso à l'opération de pose de compteurs prépayés, au regard, entre autres, de la situation économique et financière que traverse le pays actuellement.

Néanmoins, a-t-il renchéri, rien n'est encore perdu. Car, a-t-il ajouté, les parlementaires de la Sangha vont s'associer aux responsables de la société en vue d'amener la population à comprendre le bien-fondé de cette opération.

A la question de savoir pourquoi la paie des factures d'électricité est mensuelle à Ouesso et bimensuelle à Brazzaville, Accel Arnaud

Ndinga Makanda a répondu que la gestion des quatre mille cents clients de cette ville est plus facile que celle de nombreux ménages de Brazzaville. De plus, a-t-il expliqué, en dehors de Brazzaville et Pointe-Noire où les clients paient bimensuellement les factures d'électricité, dans les autres localités, le paiement est mensuel.

Rappelons que les prestations de la SNE ne sont pas bien appréciées par la population dans la majorité des villes congolaises. A Brazzaville, par exemple, en dépit de la mise en service du barrage d'Imboulou, le phénomène de délestage persiste et l'électricité est de mauvaise qualité.

En outre, on dénombre des quartiers entiers exempts de la paie des factures d'électricité à cause, dit-on, de l'enclavement ou d'autres raisons. De plus, les clients notent le caractère aléatoire de la facturation tant les agents de la SNE passent rarement dans les ménages pour relever les index de consommation.

Roger Ngombé

EDUCATION

La langue russe en voie d'être vulgarisée au Congo

L'ambition est exprimée par Le Club des anciens étudiants de Russie (CAER) qui, pour atteindre un plus grand nombre d'apprenants, entend organiser un concours dénommé « Pouchkin ».



Les membres du CAER après l'excursion crédit photo DR

Soucieux de la vulgarisation des activités du Centre culturel russe et de la promotion de la langue dans les écoles de Brazzaville ainsi que dans le reste du pays, le CAER vient d'organiser une excursion au profit des élèves du collège Anne-Marie-Javouhey, du lycée Chaminade et de l'école Atlas. « Cette excursion est le premier pas de notre projet qui aboutira au concours devant primer les meilleurs élèves de la langue russe dans les lycées de Brazzaville et sur toute l'étendue du territoire national. C'est pourquoi, j'appelle les élèves qui apprennent la langue à fournir plus d'efforts car nous reviendrons vers eux », a indiqué le président du CAER, Darel Nganou Mongo, dont l'ambition est d'inciter les jeunes à apprendre cette langue au Congo.

Pour lui, le constat sur le nombre

d'élèves qui apprennent le russe dans les écoles congolaises est amer, alors que le pays compte actuellement plus de huit mille cadres formés en ex-Union soviétique et en Fédération de Russie. Il justifie également son initiative par le fait que les étudiants du Congo éprouvent souvent d'énormes difficultés en cette langue dès leur arrivée en Russie. « Cela représente un nombre non négligeable dans notre population et la coopération historique entre nos deux Etats, dans le cadre des affaires, de la politique et l'enseignement supérieur représente un atout majeur. Ainsi, j'exhorte l'élève congolais à l'apprentissage de la langue russe pour la continuité de ses études en Russie et créer un climat qui attire les investisseurs russes au Congo », a-t-il invité.

Parfait Wilfried Douniama

TIC

Le logiciel Newschool pourra s'imposer dans les écoles congolaises

Le Startup new corporation et l'organisation juvénile dénommée Front des élèves et étudiants du Congo (Feec) ont signé, le 29 novembre à Brazzaville, un protocole d'accord pour la mise en œuvre de l'application « Kelasi ya sika », autrement dit Newschool, en anglais.

Le logiciel fabriqué par New Corporation envisage d'archiver et numériser tous les fichiers de tous les trois ministères de l'Enseignement y compris ceux de l'Université Marien-Ngouabi.

L'usage de ce logiciel permet de gérer les informations de près d'un milliard d'élèves, notamment la délivrance automatique des attestations ou certificats de fréquentation, les relevés de notes, les reçus de paiement et autres documents.

Il intègre également les activités scolaires dont la gestion des horaires, des ressources humaines, des statistiques sur les paiements des frais et les rendements intellectuels.

Cette louable initiative est appréciée par le président du Feec, Ange Boukongou, en ces termes : « Il permet de relier

les parents à la vie scolaire ou académique de leurs enfants, grâce à un compte parental comprenant les fonctionnalités comme la consultation en temps réel du comportement de son enfant lors de chaque cours ».

Rappelons qu'une startup est une nouvelle entreprise innovante, généralement à la recherche d'importantes levées de fonds d'investissement, avec un très fort potentiel éventuel de croissance économique et de spéculation financière sur sa valeur future.

Fortuné Ibara

INSTITUT NATIONAL DES AVEUGLES DU CONGO

Renforcement des capacités du personnel en braille ordinaire et abrégé

Le séminaire, organisé du 27 novembre au 12 décembre à Brazzaville, avec l'appui du Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap), vise à promouvoir l'outil de travail et ses applications auprès des apprenants.

Destiné à former vingt-neuf enseignants et le personnel non enseignant de l'Institut national des aveugles du Congo (INAC), l'atelier s'adressera également aux chargés des programmes d'itinérance à l'Université Marien-Ngouabi et aux stagiaires évoluant dans la classe d'initiation au braille. Selon les statistiques, la majorité des enseignants nouvellement affectés à l'INAC ne maîtrise pas le braille ordinaire et abrégé. Pour le directeur général des Affaires

sociales, Christian Mabiala, les élèves non-voyants éprouvent des difficultés quant à leur intégration scolaire, surtout dans la maîtrise du braille.

« Cette formation est la bienvenue, car au sortir de celle-ci, enseignants et non-enseignants apprendront de nouvelles méthodes et techniques pour mieux maîtriser le braille. Indirectement destinée aux élèves déficients visuels, elle les aidera à maîtriser également cet outil in-

dispensable », a souligné Christian Mabiala.

En effet, après deux cents ans et en dépit de toutes les controverses, le braille demeure, a-t-on appris, un outil indispensable pour tout aveugle désireux de réussir son insertion socio-professionnelle. Mais le braille abrégé et ses applications sont assez limités. « Faute d'apports nouveaux, cette situation va conduire à une catastrophe tant au niveau de l'unique institution spécialisée du pays, notamment l'INAC, que pour les utilisateurs du braille », a conclu le directeur général des Affaires sociales.

P.W.D.

FRANCE/AFRIQUE

Emmanuel Macron propose un nouveau partenariat

En visite au Burkina Faso, le président français a prononcé, le 28 novembre, un discours devant huit cents étudiants de l'université de Ouagadougou pour la première étape de sa tournée africaine. Pendant plus de deux heures, il a tracé les grandes lignes de sa politique africaine.

Attendu sur le fond et sur la forme, Emmanuel Macron a tenu à se distancier dès le début de son discours de la FrancAfrique, en rappelant que « les crimes de la colonisation européenne sont incontestables ». « La France entretient avec l'Afrique un lien historique indéfectible, écrit de souffrances, de déchirements mais aussi de fraternité et d'entraide », a-t-il poursuivi.

Le président français a, en outre, appelé l'Union européenne à s'engager pour un dialogue à un niveau continental. « C'est à cette échelle que les choses se jouent », a-t-il martelé, avant de développer les principaux défis du continent africain : le terrorisme, le changement climatique, la démographie et le marché du travail, l'urbanisation et la démocratie. Emmanuel Macron est venu proposer à l'Afrique de construire « un imaginaire

commun », fondé sur des partenariats. Il a proposé, par ailleurs, de réinventer le partenariat entre la France et l'Afrique, renvoyant souvent les Africains à leur responsabilité.

« L'Afrique est un continent incontournable car c'est ici que se télescopent tous les défis contemporains, terrorisme, changement climatique, pauvreté, démographie, urbanisation. C'est en Afrique que se jouera une partie du basculement du monde », a-t-il lancé. Et pour mieux y participer, il a présenté un conseil présidentiel français pour l'Afrique, dont les membres doivent être les « porte-voix » des jeunes africains, qui sont « en train de tourner une page ».

Parmi les multiples mesures annoncées en matière d'investissement dans l'éducation, le président français s'est prononcé pour la mise en place de visas de circulation de longue durée pour les Africains diplômés en France. Des partenariats seront développés dans l'enseignement supérieur et le secteur numérique, et la France accueillera « mille nouveaux talents africains chaque année ».

Reconnaissant qu'il n'avait « pas de leçon à donner » sur le fonctionnement poli-



Emmanuel Macron à Ouagadougou/DR

tique des États africains ni sur les tensions internes, Emmanuel Macron a tout de même défendu que son rôle soit « de rendre la démocratie et l'Etat de droit irréversible ».

Une initiative contre les passeurs en Libye

Evoquant la situation en Libye, le chef de l'Etat français a annoncé qu'il présenterait, lors du sommet UE/Afrique à Abidjan, une initiative euro-africaine pour mettre un terme aux trafics d'armes et d'êtres humains. « La France apportera son

soutien à l'évacuation des personnes en danger en Libye, où se produisent des crimes contre l'humanité », a-t-il indiqué, et de poursuivre que la France va aussi « travailler avec les Etats africains pour aider au retour dans les Etats d'origine pour les migrants africains qui ne remplissent pas les conditions du droit d'asile ».

Sur la restitution des œuvres africaines aux pays africains, Emmanuel Macron a précisé que « le patrimoine africain doit pouvoir être exposé en Afrique », avant d'annoncer

que la France restituera, temporairement ou définitivement, les œuvres africaines des musées français d'ici à cinq ans. Le président français a aussi annoncé, pour 2020, une « saison des cultures africaines » en France, pour mettre en avant la scène artistique africaine contemporaine et non l'Afrique antique des musées.

Tous les documents français concernant l'assassinat de l'ancien président burkinabè, Thomas Sankara, en 1987, seraient « déclassifiés » pour la justice burkinabè qui en aura accès, a promis le président français.

A ceux qui critiquent la présence des soldats français en Afrique, il a demandé de « plutôt les applaudir » pour leur combat contre le terrorisme au Sahel. Quant au franc CFA, pour la France il s'agit, selon lui, d'un « non-sujet » car tout Etat désireux de sortir de cette monnaie arrimée sur l'euro est libre de le faire. Enfin, Emmanuel Macron a défendu la Francophonie et le rôle du français dans tous les domaines artistiques. « Portez la Francophonie avec fierté ! Ne cédez à aucun discours qui voudrait enfermer le français comme langue morte ! », a-t-il martelé.

Yvette Reine Nzaba

BUROTOP IRIS

**ACHETER UN TELEVISEUR SMART
N'EST PLUS UN LUXE**

VESTEL



32" HD : 139 000 FCFA HT
43" FULL HD : 269 000 FCFA HT
50" FULL HD SMART : 369 000 FCFA HT
55" FULL HD SMART : 419 000 FCFA HT
65" ULTRA HD SMART : 999 000 FCFA HT

4 Avenue FOCH - Centre Ville - Brazzaville Tél.: 055 777 888 - 066 69 60 60

Avenue Moe Katt Matou - après le Rond Point Kassaï - Pointe-Noire Tél.: 044 53 53 53 - 056 056 056

SOMMET EUROPE-AFRIQUE

Les dirigeants veulent donner un meilleur avenir à la jeunesse africaine

Ouvert le 29 novembre à Abidjan, en Côte d'Ivoire, le 5^e sommet Europe-Afrique va se pencher principalement sur les questions d'immigration et de sécurité, pour préparer des lendemains meilleurs à la jeunesse africaine.

Dans son discours d'ouverture, lors de cette rencontre de deux jours, placée sur le thème principal: « Investir dans la jeunesse pour un avenir durable », le président ivoirien,

« prendre des engagements forts (...) et innovants », afin d'offrir « opportunités et emplois » à la jeunesse africaine. « C'est une opportunité, mais aussi un risque si on n'offre pas à cette jeunesse la formation, les emplois et l'espoir », a-t-il souligné, en plaidant pour une meilleure formation sur le continent et une plus grande aide européenne dans ce domaine.

vingts chefs d'Etat et de gouvernement.

Le président ivoirien a également parlé des défis du réchauffement climatique et de la nécessité de conjuguer des efforts pour combattre les groupes djihadistes dans le Sahel. Au sujet de la lutte contre le terrorisme, il a appelé à un plus grand soutien de la force multinationale G-5 Sahel. A ce jour, l'Europe affiche son soutien



Ouattara-Macron

Alassane Ouattara, a appelé les jeunes à ne pas tenter d'émigrer au péril de leurs vies. « Nous devons tout mettre en œuvre pour votre épanouissement sur notre continent ! Je vous invite à avoir foi dans l'avenir et ne pas vous lancer à l'aventure au péril de vos vies », a-t-il lancé, en promettant aux jeunes africains « d'améliorer leurs conditions de vie ». Le chef de l'Etat ivoirien a appelé ses pairs à

Alassane Ouattara a, par ailleurs, évoqué la situation « inacceptable » des migrants en Libye, qui est un « drame ignoble » en ce sens que cela rappelle « les pires heures de l'histoire de l'humanité ». « J'en appelle à nos sens de la responsabilité collective pour prendre des mesures urgentes et vigoureuses pour mettre fin à ces pratiques indignes de notre âge », a-t-il déclaré devant plus de quatre-

aux cinq pays membres de G5 Sahel (Mali, Niger, Mauritanie, Burkina Faso et Tchad) qui s'efforcent de mettre en place une force antidjihadiste dans cette région, mais le financement de cette force est encore largement insuffisant. Seule la moitié de son budget a été réunie, bien qu'il ait été divisé par deux, à deux cent quarante millions d'euros. L'Union européenne en a promis cinquante.

Nestor N'Gampoula

CAMEROUN

La crise anglophone fait le lit d'importation des armes

Pour les autorités de Lagos, la situation qui prévaut dans la région anglophone de ce pays booste les importations illégales d'armes de guerre au Nigeria.

L'information a été rendue officielle par le contrôleur général des douanes nigérianes, Handed Ali. Il a ouvertement accusé les tensions dans la région anglophone du Cameroun, frontalière du Nigeria, de dresser le lit aux importations illégales d'armes sur le territoire nigérian, selon le journal This Day.

Les compagnies de transport maritime desservant les lignes extérieures sont accusées de

profiter de la crise anglophone pour «aider et encourager les importations illégales des armes». Pour Handed Ali, cette situation est également préjudiciable tant pour la sécurité de la population nigérienne, que pour le bien-être de la population des pays voisins. La crise anglophone au sud-ouest et au nord-ouest du Cameroun dure déjà une année. Pour certains, il s'agit de revendications sociales qui se sont mues en velléités de partition de ce pays. Pour d'autres, ce sont des actes terroristes et/ou des menaces séparatistes sur fond de malaise réel et/ou d'intérêts pétroliers.

Noël Ndong

CENTRAFRIQUE

Un Casque bleu tué à Gambo

Lors d'une attaque des miliciens anti-balaka, menée le 26 novembre, dans le sud de la Centrafrique, un soldat égyptien a trouvé la mort et trois autres blessés.

L'information a été donnée par l'Organisation des Nations unies(ONU). Cinq «anti-Balaka» ont également été tués durant ces affrontements. Cette attaque est intervenue à Gambo à l'ouest de la ville de Bangassou, d'où était parti un convoi de la Minusca, en vue de renforcer la base opérationnelle de Bambolo. Ce qui porte à treize, le nombre de Casques bleus de la Minusca (13000 hommes), tués dans le pays depuis le début de l'année. Un autre Casque bleu égyptien était tué en Centrafrique, le 3 septembre.

Suite à un vol à main armée, le 20 novembre dernier, qui a menacé la vie de ses travailleurs, Médecins Sans Frontières(MSF) a évacué ses employés et suspendu des opérations médicales à Bangassou, une ville sous-contrôle de groupes affiliés aux factions anti-Balaka.

Dans la région de Bangassou, 500 mille personnes, dépendaient presque entièrement des services de MSF pour accéder aux soins de santé.

«Les seuls témoins extérieurs de ce qui se passe sur le terrain dans la région sont les troupes de l'ONU et certains missionnaires. La population de Bangassou a déjà commencé à quitter la ville, y compris des patients gravement malades de l'hôpital», a expliqué Frédéric Lai Manantsoa.

N.Nd.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

Une foire pour booster le commerce Congo-Rwanda

Kigali a accueilli, du 23 au 25 novembre, les premières journées économiques, commerciales et culturelles de la République du Congo au Rwanda. Une manifestation destinée à renforcer les liens commerciaux entre les deux pays.

Le Congo affiche ses ambitions dans la diplomatie économique. Un an après leur mission de prospection au Rwanda, des entrepreneuses congolaises ont organisé, en lien avec l'ambassade du Congo au Rwanda, les premières journées économiques, commerciales et culturelles du Congo au Rwanda. Au menu du 23 au 25 novembre, des rencontres et des échanges pour développer des partenariats avec les opérateurs du secteur privé rwandais.

Pupuce Ngala Ibata, Emmanuella Bongho Nouarra et Josepha Mba-



La ministre des sports et de la culture, Julienne Iwacu, invitée d'honneur de la cérémonie de clôture et l'ambassadeur Itoua.

di ont investi, pendant trois jours, le petit stade Amahoro de Kigali avec différents stands présentant les productions des entreprises

congolaises, de quoi donner vie à l'accord de coopération commerciale conclu entre le Congo et le Rwanda. Plusieurs person-

nalités rwandaises ont fait le déplacement, à l'instar du ministre du Commerce et de l'industrie, Vincent Munyeshyaka, de la mi-

nistre des Sports et de la culture, Julienne Iwacu, invitée d'honneur de la cérémonie de clôture ou bien du président de la Fédération rwandaise du secteur privé, Benjamin Gasamagera. Ils ont notamment pu apprécier la production d'huile de palme d'Eco Oil.

Des produits que la Fédération rwandaise du secteur privé connaît bien désormais car, elle a ouvert, au mois de février dernier, un bureau de représentation à Brazzaville, afin d'aider les commerçants rwandais à exporter vers le Congo.

La colonie congolaise au Rwanda n'a pas manqué de marquer les temps forts de la vie du Congo.

La clôture des premières journées économiques, commerciales et culturelles du Congo au Rwanda a été couplée de la célébration du 59^e anniversaire de la proclamation de la République du Congo.

Rose-Marie Bouboutou



CHICHA · NARGUILE · HOUKA



VENEZ VOUS DÉTENDRE ENTRE AMIS
À L'ESPACE MBONGUI AU BORD DE NOTRE PISCINE

PARFUMS
MENTHE
POMME
RAISIN/MENTHE
CITRON/MENTHE



E S P A C E
M B O N G U I

+
UNE BOISSON
AU CHOIX OFFERTE
8 000 FCFA



PEFACO HOTEL MAYA MAYA
AÉROPORT INTERNATIONAL DE BRAZZAVILLE
★★★★★

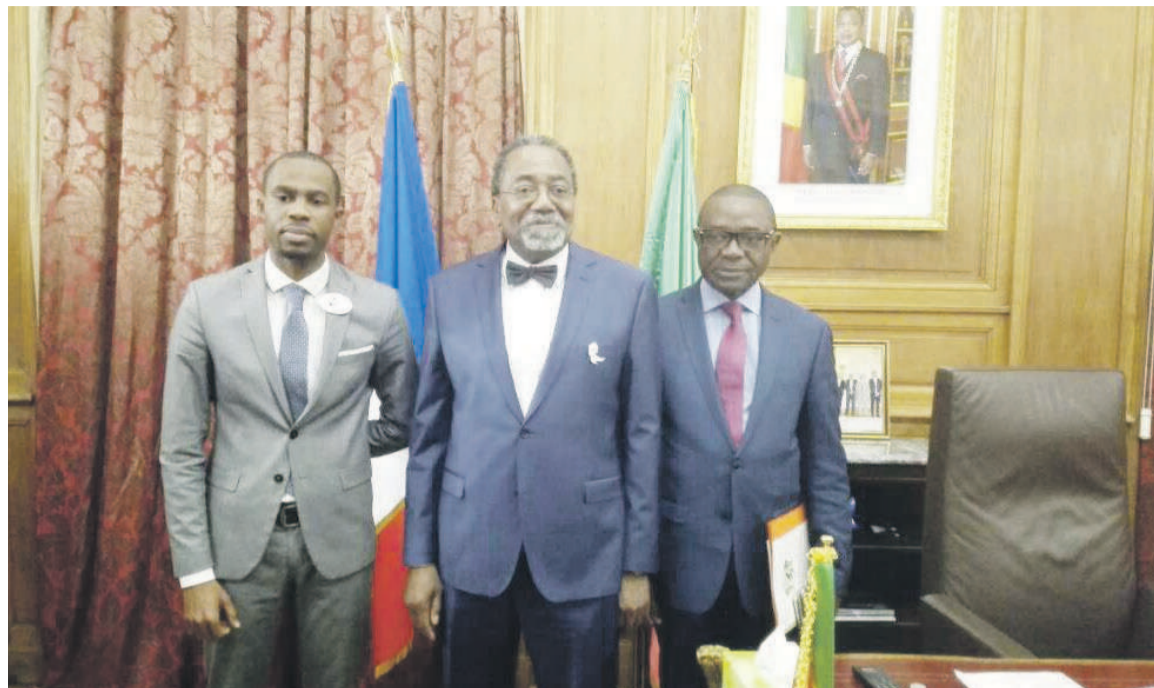
DIASPORA

Une journée d'échange des étudiants congolais en Europe

La rencontre, dite « d'intégration et d'orientation académique et professionnelle », a été organisée à Paris, le 25 novembre, par l'Association des étudiants congolais de France (AECF), sous le patronage de l'ambassade du Congo en France, Rodolphe Adada.

Saluant au préalable l'initiative de la création de l'AECF, Rodolphe Adada s'est réjoui de mettre à disposition la salle des fêtes de la Chancellerie pour permettre à ces jeunes compatriotes de se retrouver dans un cadre confortable et propice à des échanges fructueux. Avec des propos rassurants, l'ambassadeur a invité les étudiants à garder espoir malgré le retard de paiement de leurs bourses « car des efforts sont actuellement déployés pour y remédier ».

Les échanges ont commencé par une mise au point de Larios Mavougou, modérateur de la rencontre. Avec passion, il a tenu à préciser que la « journée était organisée par les étudiants et rien que pour les étudiants pour leur présenter la solidarité du réseau étudiant », écartant ainsi toute accointance avec n'importe quelle autre appar-



Prince Bertrand Bahamboula en compagnie de Rodolphe Adada et du ministre conseiller Paul Maloukou./crédit photo DR

tenance politique, religieuse ou ethnique que ce soit.

Il a été question, en effet, d'unir les efforts des étudiants pour passer en revue leur séjour d'études à l'étranger. Par exemple, suivre le témoignage de réussite du parcours de Frédéric Nze qui, tout jeune, après son bac au Congo, a rejoint le monde universitaire à l'étranger puis a su saisir les différentes opportunités de formation jusqu'à créer sa propre affaire en Angleterre. « Formez-vous en fonction

du marché de l'emploi du Congo. Une fois les habitudes de travail acquises, osez votre pays d'origine. Vos savoirs et savoir-faire seront plus utiles dans un pays où les opportunités d'affaires demeurent à foison, dans la logistique ou l'agronomie, avec des produits à transformer sur place », a-t-il conseillé.

Pour Paterne Ngoulou, représentant du Crous, cette organisation assure l'accompagnement des étudiants dans leurs lieux d'études et de vie. A

condition de remplir certains critères précis, ils peuvent être éligibles à l'attribution de logement ou à une aide d'accompagnement. Il a encouragé les étudiants à rechercher le bon interlocuteur, les invitant à commencer par la visite du site du Crous.

Il existe aussi l'Office de gestion des étudiants et stagiaires congolais (OGES). Son directeur, Hervé Effenguet, a porté à la connaissance des étudiants qu'en fonction de leurs moyens, l'OGES était en

mesure d'apporter le soutien nécessaire dont chacun d'eux a besoin pour atteindre ses objectifs. Une base de données des étudiants congolais de France, mise à jour quotidiennement, permet d'assurer désormais des accompagnements personnalisés aux futurs responsables du Congo.

A l'issue des échanges fructueux de la journée, Jean Aubamby, vice-président de l'AECF, a confié sa satisfaction de voir l'ancrage de l'association au sein du paysage de la diaspora. « C'était notre deuxième sortie publique après les festivités du 15 août dernier. Nous continuerons à optimiser nos implantations en France pour créer la cohésion avec tous les étudiants congolais », a indiqué le vice-président.

Notons que cette journée d'intégration et de l'orientation s'est déroulée dans la chancellerie du Congo en France en pleine mutation en Maison commune, en présence de Prince Bertrand Bahamboula, président de l'AEF, Destin Jésus Sondzo, président des étudiants congolais en Belgique, de Frédéric Nzé et Laurente Okouya de la banque Oakam, et d'illustres autres invités.

Marie Alfred Ngoma

COOPÉRATION NORD-SUD

L'intégration des migrants au coeur d'une rencontre à Paris

L'Association de développement relations Nord-Sud (ADRNS) va réunir, le 8 décembre prochain à la Maison de l'Europe dans la capitale française, la diaspora et la société civile pour participer aux négociations en cours sur la thématique: « Europe et Afrique, les nouveaux défis ».

Alors que le 5e sommet Union européenne-Union africaine (UE-UA) verra, les 29 et 30 novembre, dans la capitale économique de Côte d'Ivoire, la participation des chefs d'État et des délégués venus de plus de quatre-vingts pays, l'ADRNS s'interrogera sur les nouveaux défis de proximité géographique liant les deux continents séparés que par 14km à Tanger au Maroc et Algésiras en Espagne, le 8 décembre prochain, à la Maison de l'Europe à Paris.

Dans le nouvel élan à la coopération Nord-Sud du moment, les organisateurs de ce rendez-vous parisien indiquent qu'ils veulent échanger sur l'intégration des migrants, passer en revue l'économie verte et ses opportunités pour le continent et, aussi, réfléchir sur la meilleure contribution de la diaspora en faveur du plein emploi dans les pays d'origine.

Les intervenants, tels l'ancienne ministre de la Francophonie Yamina Benguigui, présidente de l'Institut Schuman Europe; l'économiste Lucien Pambou; l'ancien

président directeur général de l'Agence française de développement, Dov Zerah; l'avocat à la cour de Bordeaux, Me Vincent Samba; le conseiller municipal de Champigny, Jean-barthélémy Mouanga; l'économiste Daniel Koutia; le CEO de Enivrance, Edouard Malbois ainsi que la présidente du GIE Moringa, Marguerite Homb en visioconférence depuis Brazzaville, ont déjà donné leur accord de participation, indiquent les organisateurs. « A l'heure de la refondation des relations Nord-Sud, notre désir est d'accompagner les différentes initiatives portées par la diaspora qui s'ancrent dans les leviers suivants: l'économie de la connaissance, l'agriculture écologique, l'économie circulaire et l'énergie, enfin les hommes et les femmes qui ont pour souci leur pays d'origine de sorte à anticiper sur le boom démographique à venir (2,5 milliards d'habitants en 2050 sur le continent) et créer les véritables conditions pour un développement de l'Afrique », explique Dimitri M'Foumou Titi, président de l'ADRNS. « Nous évoquerons également, avec les participants, les dispositifs en place pour accompagner les migrants et la diaspora dans l'économie verte en Afrique (Europe : ACP, FSE, Forêts, Plan Marshall Afrique : BAD, Fonds bleu, Fonds moringa, PDCA 2 par exemple) », explique-t-il.

Par ailleurs, une conférence de presse clôturera les travaux.

M.A.N.

PAIX ET SÉCURITÉ

Le Brésil s'apprête à envoyer 750 Casques bleus en Centrafrique

L'information a été donnée, le 28 novembre, par le commandant en chef de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah), le général Ajax Porto Pinheiro.

L'envoi de la troupe brésilienne, d'après le général Ajax Porto Pinheiro, devrait intervenir « d'ici mars ou avril » 2018. Il fait suite à la demande officielle exprimée, la semaine dernière, par les Nations unies pour renforcer la Mission des Nations unies en Centrafrique (Minusca). Pour l'instant, rien n'a été arrêté puisque cette demande doit au préalable être acceptée par le président brésilien, Michel Temer, et validée par le Congrès pour que les soldats soient déployés à Bangui.

« Nous n'avons pas de délai précis, mais nous pensons que nos forces iront en Centrafrique d'ici à mars ou avril. L'ONU souhaite que ce soit le plus tôt possible et cela arrivera certainement au cours du premier semestre 2018 », a déclara-

le le général Ajax Porto Pinheiro. Une mission en Centrafrique représenterait « un défi plus important » en raison de la situation qui est « plus instable » dans ce pays, a ajouté cet officier dont les troupes ont quitté Haïti début septembre, après treize ans de présence sur place. L'annonce de l'envoi de Casques bleus en Centrafrique faite par le commandant en chef de la Minustah ne surprend guère puisqu'il y a dix jours, le ministre brésilien de la Défense, Raul Jungmann, avait déjà manifesté l'intention du pays de participer à la force onusienne en Centrafrique.

Le chef des opérations de maintien de la paix à l'ONU, Jean Pierre Lacroix, qui était présent la semaine dernière au Brésil pour un séminaire sur les treize ans de par-

ticipation brésilienne à la Minustah, a rappelé que le Conseil de Sécurité avait adopté, au début du mois, une résolution renforçant de neuf cents hommes la Minusca. « Le Brésil peut une nouvelle fois faire la différence dans des missions de paix de l'ONU et la Centrafrique est le pays qui a le plus besoin de forces », a-t-il relevé.

Débutée en 2014, la mission de l'ONU en Centrafrique compte aujourd'hui près de 12 500 membres. Quant à ce pays, il est embourbé depuis 2013 dans un conflit sanglant entre une coalition promusulmane et des milices prochrétiennes qui se présentent comme d'autodéfense (antibalaka ou antimachettes). Les violences perpétrées dans le cadre de ce conflit ont fait plus de 600 000 déplacés en Centrafrique alors que 500 000 personnes se sont réfugiées dans des pays voisins.

Nestor N'Gampoula

NÉCROLOGIE

Les familles Mohondiabeka, Bokilo, Benabio, Mopendza, Tsambou, Mabona, Denise Tchoumou et Davy Martial Okouo Gaïko ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur arrière-petite-fille, petite fille, fille, nièce et épouse la nommée Mesmine Ebonga, survenu le 23 novembre 2017, à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis au 52 de la rue Bacongo, Poto-Poto (arrêt Mbakas) Brazzaville. La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.



IN MEMORIAM



30 novembre 2016-30 novembre 2017, voici déjà une année jour pour jour que le Seigneur a arraché à notre affection notre mère, la veuve Ibara née Pascaline Ngatse. En ce jour de triste anniversaire, les enfants Ibara et familles prient tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pensée pieuse pour elle. Que le Tout-Puissant protège son âme et lui accorde le repos éternel !



Novembre 1977-Novembre 2017, 40 ans déjà que notre grand père Diamouagana a été rappelé à Dieu. En cette date de triste anniversaire la famille Ndamba, la Veuve Matouridi Née Diamouagana Delphine, ses petits fils Romalex Roland, Nicky oscar et Michel Moundimba demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse. Une messe d'action de grâce sera dite le 03 décembre 2017 à 11h00 en la paroisse Saint-Esprit de Moundialie.

AFFAIRE THOMAS SANKARA

Les documents classés « secret défense » seront rendus publics

La promesse a été faite, le 28 novembre à Ouagadougou, par le président français, Emmanuel Macron.

« Les archives sont aujourd'hui disponibles et ouvertes à la justice burkinabè, sauf pour les documents classifiés et couverts par le secret défense. J'ai pris un engagement clair et je viens de le dire au président Kaboré : ces documents seront déclassifiés pour la justice burkinabè qui aura accès à tous les documents sur l'affaire Sankara », a-t-il déclaré à l'issue d'un entretien avec le

président burkinabè, Roch Marc Christian Kaboré.

La mort de Thomas Sankara, devenue une figure panafricaine, était un sujet tabou pendant les vingt-sept ans de pouvoir de l'ancien président, Blaise Compaoré, qui a succédé au « père de la révolution » assassiné en 1987. En exil en Côte d'Ivoire depuis 2014, il est soupçonné d'avoir participé au complot par de nombreux Burkinabè qui y voient aussi la main de la France.

Au cours de sa visite, le président français a aussi

évoqué le cas de François Compaoré, le frère de Blaise, arrêté en France fin octobre dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat, en 1998, du journaliste Norbert Zongo, et dont le Burkina Faso réclame l'extradition. « Son interpellation est le résultat d'une coopération exemplaire entre nos deux justices qui sont toutes deux indépendantes. Il appartient à la justice française de prendre sa décision, je ferai tout pour faciliter celle-ci », a déclaré Emmanuel Macron.

Josiane Mambou Loukoulou

Brèves

Rwanda

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a annoncé l'ouverture d'une ambassade à Kigali en vue de renforcer l'influence diplomatique de l'Etat hébreu en Afrique. En lançant une offensive diplomatique et économique en Afrique de l'est, Benjamin Netanyahu a réaffirmé que son pays cherchait à obtenir le statut d'observateur au sein de l'Union africaine. Avec ses déplacements en Afrique, il cherche à convaincre les pays du continent de soutenir Israël au sein des institutions internationales telles que l'ONU, où ce pays est vivement critiqué pour l'occupation des territoires palestiniens.

Libye

Les autorités libyennes basées à Tripoli, en coordination avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), ont organisé le rapatriement par avion de cent quarante migrants nigériens. Plaque tournante des migrants qui tentent de rejoindre l'Europe par la mer à la recherche d'une vie meilleure, la Libye est particulièrement sous le feu des critiques depuis quelques semaines, après la diffusion d'un documentaire montrant des migrants africains vendus comme esclaves près de Tripoli. L'OIM et le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés ont affirmé vouloir y remédier en « vidant ces centres » où se trouveraient environ quinze mille personnes. Les opérations de rapatriement devraient s'intensifier pour passer à quatre vols par semaine contre deux actuellement.

Burkina Faso

Le Burkina Faso inaugure sa première centrale solaire, considérée comme la plus grande de l'Afrique de l'ouest. Financée par un consortium de bailleurs de fonds et l'Etat burkinabè à plus de quarante-sept millions d'euros, la centrale photovoltaïque de Zagtouli – près de soixante hectares- dont la construction s'est étalée sur deux ans, vient appuyer l'offre énergétique au pays des Hommes intègres. Cette centrale a une puissance pic de trente-trois mégawatts, avec un projet à court terme d'extension à cinquante mégawatts. Le pays vise 30% de solaire dans le bouquet énergétique pour résoudre le déficit. La centrale de Zagtouli est le premier pas d'un important virage du gouvernement burkinabè vers les énergies renouvelables pour mieux fournir l'électricité.

Zimbabwe

Le nouveau président du Zimbabwe, Emmerson Mnangagwa, a lancé un ultimatum de trois mois aux entreprises et aux particuliers pour rapatrier tous les capitaux illégalement sortis du pays qui est englué dans une crise économique catastrophique. A l'expiration de ce délai, les autorités « procéderont à l'arrestation de tous ceux qui n'ont pas respecté cette directive et les traduiront devant la justice ». En crise depuis une funeste réforme agraire lancée au début des années 2000, le Zimbabwe manque cruellement de liquidités. Les retraits sont sévèrement limités et le gouvernement peine chaque mois à payer ses fonctionnaires. Le gouvernement a entrepris, il y a maintenant un an, une nouvelle monnaie sous la forme de « billets d'obligation » pour tenter d'enrayer la fuite vers l'étranger du dollar américain, sa seule devise officielle, mais sans grand succès.

Nigeria

La maison du fondateur de la secte islamiste Boko Haram, Mohammed Yusuf, devenue un groupe jihadiste sanglant, sera transformée en musée, a annoncé un membre du gouvernement, qui espère perpétuer le devoir de mémoire d'un conflit qui ravage le Nigeria depuis près de dix ans. Le 'Markaz' (centre, en arabe) rassemblera « tous les objets en lien avec l'insurrection ». Un moyen de « documenter, préserver et archiver l'histoire » du Nigeria. Le centre coranique est en ruine depuis que l'armée nigérienne l'a envahi, en juillet 2009, dans un raid qui a duré six jours, et fait près de huit cents morts, dont Mohammed Yusuf, quelques jours plus tard alors qu'il était en détention.

Sources: AFP

MUSIQUE

Fanie Fayar au concert de Youssou Ndour

L'artiste musicienne congolaise, médaillée d'or aux jeux de la francophonie 2017 à Abidjan, bénéficie d'un suivi de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). Elle a été invitée à jouer au concert dénommé Grand ball de l'artiste de renom sénégalais, le 18 novembre, à Aréna Bercy de Paris, en France.

« C'est une grâce pour moi d'être parmi les invités de ce grand artiste de renom, et de faire la première partie du concert. Je bénéficie, en tant que lauréate des jeux de la francophonie, de l'accompagnement de l'OIF. Toutes les fois que j'aurai une tournée et que je n'aurai pas de billet d'avion, l'OIF se doit de me le payer », a indiqué Fanie Fayar.

Auteure, compositrice et interprète, l'artiste a apprécié favorablement le dynamisme de la star sénégalaise. « Youssou Ndour est un homme qui travaille beaucoup, malgré son âge, il est très performant et endurant sur scène. Il a passé pratiquement quatre heures sur scène sans qu'il ne se



fatigue. Cela m'a encouragée à beaucoup travailler.

Ce qui m'a encore incitée lorsqu'il m'a dit, « je ne te

félicite pas parce que tu es encore jeune, tu as un long parcours à faire », a fait savoir Fanie Fayar.

Au cours de ce concert, elle a chanté ses deux chansons (Kolela té et Ulabula) qui figurent dans son prochain album intitulé Boyamba ngai dont la présentation est prévue en janvier 2018, à l'Institut français (IFC) de Pointe-Noire, et en février à l'IFC de Brazzaville. L'opus compte huit titres, à savoir Boyamba ngai, Kolela té, Kani muntu, U labula, Mbe nibo, Bakana sega, Zampa singuila, Madima feat avec Moussoki, le médaillé d'or en conte et conteur aux jeux de la francophonie.

Fanie Fayar plonge dans la musique de fusion. Elle fait une carrière solo et chante en plusieurs langues. La talentueuse participera, du 1er au 4 février, à la 14^e édition du festival sur le Niger qui se déroulera à Ségou, au Mali. Elle a besoin du soutien matériel pour bien faire ses répétitions. « Nous ne possédons pas d'espace ni

de matériel pour répéter », déclare-t-elle. Notons qu'elle a joué à la célébration du 40^e anniversaire de Cerdotola, du 9 au 14 octobre 2017 à Yaoundé, au Cameroun. Fanie Fayar débute sa carrière de chanteuse en 1996, dans une chorale à Brazzaville dont elle fait toujours partie. Elle a participé, en 2001, au Marché des arts du spectacle africain (Masa) à Abidjan en Côte d'Ivoire; remporte en 2007 le prix découvert et le prix spécial du jury Tam-tam d'or. L'artiste a participé à la première édition de la scène internationale des voix de Fame, au salon des chanteuses de la forêt du 22 au 25 mars 2017, événement dédié à la promotion et à la valorisation des chanteuses d'Afrique centrale.

Elle est invitée à la 10^e édition du Masa, prévue du 10 au 17 mars 2018 à Abidjan, en Côte d'Ivoire. L'artiste anime, depuis 2014, les cours de chants. Fanie Fayar a remercié tous les Congolais qui reconnaissent son travail.

Rosalie Bindika

Arrêt sur image



Les touristes chinois visitant le Musée Galerie du Bassin du Congo

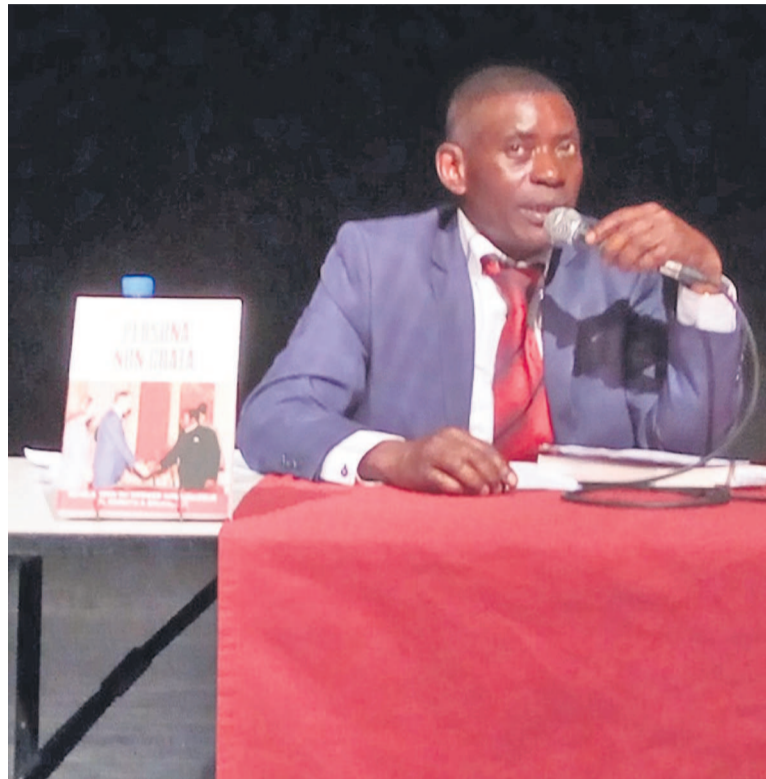
LIVRE

Les souvenirs du dernier ambassadeur de Mobutu à Bruxelles disponibles à Kinshasa

Persona non grata, l'ouvrage de l'ancien chef de la mission diplomatique du Zaïre en Belgique, Jean-Pierre Kimbulu Moyanso wa Lokwa, sera dans les rayons des librairies Paulines, sœurs filles de Saint-Paul à partir de ce 29 novembre. L'auteur s'étend sur « l'épisode des relations tumultueuses entre le Zaïre et la Belgique ».

Le journaliste Cornelis Nlandu-Tsasa a présenté *Persona non grata* : Les souvenirs du dernier ambassadeur de Mobutu au cours d'une conférence de presse animée le 28 novembre, en fin de matinée au Centre Wallonie-Bruxelles. À cette occasion, il a pris soin de souligner que l'auteur, Jean-Pierre Kimbulu, avait été nommé ambassadeur au plus mauvais moment des relations belgo-zaïroises. C'était, en effet, la période où le monde était secoué par plusieurs événements dont la chute du mur de Berlin et le début de la Pérestroïka à l'est de l'Europe sans oublier le vent de la démocratisation qui soufflait à travers l'Afrique. Le Zaïre n'était pas épargné par tous ces soubresauts. C'est précisément à ce moment que Jean-Pierre Kimbulu entre en poste en Belgique, en 1989, pendant la crise belgo-zaïroise qui a connu son dénouement avec l'accord de Rabat, grâce à l'intervention du roi Hassan II du Maroc.

Immédiatement après la fin de cette crise, survient une autre



Le journaliste Cornelis Nlandu-Tsasa présentant *Persona non grata*

plus grande autour du fameux « Massacre de Lubumbashi ». La presse belge jette alors l'huile sur le feu, faisant plus parler la rumeur que les faits. Les uns ont parlé de cinquante morts, les autres de deux-cent cinquante, « *Le Nouvel Observateur a fait plus fort encore en allant jusqu'à un millier de morts* », note Cornelis Nlandu. Assailli par la presse, Jean-Pierre Kimbulu prendra alors fait et cause pour la version officielle. Pour avoir agi de la sorte, il sera mis sur le ban. Bien que l'histoire lui donne raison, la Conférence nationale rétablira la vérité, affir-

mant qu'il avait été question d'un seul mort comme l'avait clamé la version officielle, le mal était fait. Cette affaire qui sonne le glas du régime Mobutu fait pire pour l'ambassadeur zaïrois qui, désormais, est banni des cérémonies officielles belges sur un arrêté du ministre des Affaires étrangères de l'époque, Mark Eyskens. D'où le titre du livre *Persona non grata*.

Un livre de référence

Persona non grata est paru le 21 septembre dernier, deux semaines après la date voulue par Jean-Pierre Kimbulu. Le 20^e

anniversaire du décès du maréchal Mobutu aurait alors été marqué d'une pierre blanche. Mais il n'en reste pas moins que l'ouvrage, édité par la Fondation Telem, garde toute son importance pour avoir été écrit par l'un des témoins et acteur privilégié du pouvoir de Mobutu. En effet, présenté comme le plus proche confident de l'illustre disparu sur le plan extérieur, l'ex-ambassadeur y a gravé des souvenirs dignes d'être partagés, parce qu'il lève le voile sur un des pans de l'histoire de sa patrie. C'est dire que selon Cornelis Nlandu, il y a « *livre des pistes de solutions devant servir de point d'appui pour des relations adultes et responsables entre Kinshasa et ses partenaires* ». Pour ce journaliste au bureau européen de l'Agence congolaise de presse (ACP), il passe assurément pour « *un livre de référence pour les générations présentes et futures de politiciens belges et congolais* ». Car, il faut le dire, au vu du boycott dont a été l'objet la cérémonie d'inauguration de la nouvelle ambassade de Belgique à Kinshasa par les autorités congolaises, manifestement, le torchon continue de brûler entre « *les deux pays pourtant condamnés par l'Histoire à cohabiter* », comme l'a si bien rappelé le confrère de l'ACP.

Il faut retenir de *Persona non grata* qu'il n'est pas une autobiographie. En effet, l'auteur a tenu à n'y faire mention que de sa carrière à Bruxelles. Aussi, les

passages qui reviennent sur sa vie privée, à savoir son enfance et ses études, détaillés à la page 50, y sont repris à l'exigence de l'éditeur, a soutenu Cornelis Nlandu. Par ailleurs, il est bon de savoir que l'ambassadeur Kimbulu a une histoire exceptionnelle. Il est, nous signale le journaliste, le diplomate qui a « *exercé la carrière la plus longue de chef de mission, de surcroît à Bruxelles, où se démêle encore aujourd'hui l'écheveau des rapports, souvent torrides, entre le Congo-Zaïre et ses partenaires* ». *Persona non grata* paraît donc après un long moment de réflexion faisant écho de sa longue expérience en diplomatie mais aussi en qualité de confident de Mobutu. Il s'y exprime dès lors, sans ambages sur « *ses dons d'équilibriste* », un atout de taille au vu de sa position d'ambassadeur astreint à la réserve d'une part, et de celle de confident du président de l'autre. Mais encore du fait de son rôle « *d'important relais avec des chefs d'État et de gouvernement, de ses rapports étroits avec les hommes politiques et la presse belge, de leurs extravagances mais aussi que des nombreuses intrigues entretenues dans la cour de Mobutu par les politiciens zaïrois, versatiles à souhait et dont une frange importante arpente encore aujourd'hui les allées du pouvoir à Kinshasa* », nous renseigne Cornelis Nlandu.

Nioni Masela

MARCHE DU RASSEMBLEMENT

Bouclages, patrouilles et contrôle des véhicules s'intensifient à Kinshasa

Pour les responsables de la police, il s'agit d'une mesure générale de sécurité prise avant les fêtes de fin d'année afin non seulement de décourager les criminels et autres délinquants très en vogue dans cette période mais aussi apporter une sécurité tous azimuts à la population.

Le trafic routier dans la ville de Kinshasa est perturbé ces temps derniers du fait des contrôles réguliers effectués par la police sur les véhicules dans les grandes artères. D'où les embouteillages constatés sur certains tronçons à cause des barrières érigées pour le besoin de la cause, obligeant ainsi les automobilistes à freiner pour se plier aux sollicitations des agents de l'ordre. Le véhicule est alors contrôlé de fond en comble et tout objet compromettant découvert pendant la fouille expose le chauffeur à de lourdes sanctions. La fouille prend quelques bonnes minutes, au grand désenchantement des passagers et autres conducteurs soumis à la patience bien malgré eux. Au fur et à mesure que le temps s'égrené

et, face à la lenteur de l'opération, la longue file des véhicules immobilisés juste après celui faisant l'objet de contrôle devient impressionnante. Facilement, l'on peut passer une ou deux heures avant d'espérer franchir la barrière.

Telle est la corvée à laquelle sont actuellement soumis les conducteurs kinois de la part des agents de la police affectés à cette opération d'un type particulier. Instruction leur avait été donnée, via les commissaires provinciaux de la police et les commandants des formations nationales spécialisées, d'organiser des opérations de contrôle diurnes et nocturnes (patrouilles pédestres, motorisées, rondes, bouclages ciblés et road block) en cette période de fin d'année.

C'est le commissaire général de la police, le commissaire divisionnaire principal Dieudonné Amuli Bahigwa, qui a pris cette directive opérationnelle déjà en exécution en début de semaine à Kinshasa et ailleurs. À en croire un communiqué de la police nationale, cette action procède de la

volonté de ses responsables de « décourager les criminels et autres délinquants à poser des actes allant dans le sens de violenter la loi pénale » d'une part, et « d'apporter une sécurité tous azimuts à la population pour qu'elle puisse vaquer librement à ses occupations et passer les fêtes de la Nativité ainsi que de fin d'année dans la quiétude », d'autre part.

S'il est vrai que la sécurité des kinois est souvent mise à mal en cette période de fin d'année du fait de la recrudescence de la criminalité, la police est bien dans son droit de renforcer les opérations de terrain. Mais pour une certaine opinion, ceci n'est qu'un vilain prétexte. La vraie motivation est de dissuader l'opposition radicale qui projette une manifestation pour le 30 novembre, appelant au départ du président Joseph Kabila. Une manière de dire que les forces de l'ordre sont disposées à faire respecter la décision de l'autorité urbaine qui a interdit toute manifestation jusqu'à nouvel ordre. Dossier à suivre.

Alain Diasso

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

Journaux

Magazines

Livres

Calendriers

Flyers, Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

B4, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

MANIFESTATION DU 30 NOVEMBRE

La ville de Kinshasa en danger

Les partis politiques membres du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement (Rassop) tiennent à la marche prévue ce jeudi alors que le gouverneur de la ville, qui a été informé par l'une des formations politiques membres de cette plate-forme, a réservé une fin de non-recevoir à cette requête, notant que les forces de police de la ville ne seront pas capables d'encadrer cette activité. Ce qui présage une confrontation entre la police, qui voudrait empêcher l'activité, et les manifestants.

Ce 30 novembre risque de ressembler à des précédentes journées au cours desquelles l'opposition a tenu à manifester dans la rue mais qui ont été caractérisées par des confrontations entre les forces de l'ordre et les manifestants.

Alors que le gouverneur de la ville province de Kinshasa, André Kimbuta Yango, n'a pas pris acte de la déclaration de manifestation du Rassop portée par l'un de ses partis membres, l'Engagement pour la citoyenneté et le développement (Ecidé) de Martin Fayulu, l'opposition congolaise confirme sa marche dite pacifique.

L'information qui passe par les réseaux sociaux ainsi que des tracts



annonce, en effet, que le Rassop a maintenu sa marche prévue sur toute l'étendue du territoire national. Pour Kinshasa, les organisateurs ont indiqué que cette activité sera lancée dans les différents quartiers de la ville et aura comme point de chute le terrain situé en face du stade des Martyrs où il est prévu une réunion publique.

Risque de confrontation entre les manifestants et la police

Dans leurs messages de sensibilisation à cette action, les partis

membres du Rassop continuent à appeler la population congolaise à sortir, le 30 novembre, dans la rue et de rejoindre le lieu de rassemblement qui est le terrain situé entre le boulevard Triomphal et l'avenue Enseignement, en face du stade. Pourtant, dans sa réponse à la lettre d'information de l'Ecidé, le gouverneur de la ville-province a indiqué : « À ce sujet, tenant compte de la multiplicité des points de départ, à savoir près de 354 quartiers communaux, et de la durée de la marche, de 7 h à 17 h, soit dix heures de marche, les services de la police/ville de Kinshasa ne seront pas en mesure de réserver un encadrement efficace à votre activité. À cela s'ajoute la possibilité de croisement des itinéraires avec les marches d'autres formations politiques sollicitées à la même date. » Dans sa conclusion, le maire de la capitale congolaise, qui a dit qu'il ne pouvait pas exposer la ville à des risques de confrontation, a clairement avoué qu'il ne pouvait pas non plus prendre acte de cette déclaration de manifes-

tation du Rassop. Il a appelé les responsables de la police et les bourgmestres des communes à faire respecter cette décision. Les forces de l'ordre seront donc là pour empêcher l'opposition à réaliser son dessein. Cela signifie également qu'une confrontation avec les manifestants et ces forces de l'ordre est prévisible, compte tenu de la témérité de ces partis politiques à tenir cette activité. Ce qui fait dire à plusieurs Kinsois que l'on risque de connaître ce que l'on a toujours connu à pareilles circonstances. Déjà, craignant le pire, certaines chancelleries établies à Kinshasa ont averti les ressortissants de leurs pays respectifs sur le danger que présente cette manifestation du 30 novembre. « Même les manifestations destinées à être pacifiques peuvent devenir conflictuelles ou dégénérer en violence », a averti l'ambassade américaine, dans un message adressé aux citoyens des États-Unis vivant en RDC. Ces derniers sont, en outre, appelés à réduire leurs mouvements au maximum, à décaler leurs voyages prévus en ce jour ou à éviter carrément les itinéraires visés par cette marche.

Lucien Dianzenza

ELECTIONS EN RDC

Le Conseil de sécurité ne souhaite plus de report

L'instance onusienne a demandé aux dirigeants congolais de prendre rapidement les mesures adéquates pour que le nouveau calendrier soit respecté et qu'un budget crédible pour les scrutins soit publié en urgence.

Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU suivent de près la situation sociopolitique en République démocratique du Congo (RDC). Ils ont publié, le 28 novembre, un communiqué dans lequel ils livrent leur vision en rapport avec l'enjeu électoral caractérisé par la récente publication par la Céni du calendrier électoral. Ils se sont félicités d'un tel dénouement qui fait suite à une série de communiqués rendus publics à l'époque, pour exiger la publication en temps voulu d'un chronogramme crédible et consensuel, conformément à l'Accord politique du 31 décembre 2016. Ce qui, aujourd'hui, est chose faite. Pour l'heure, il est question de respecter et de veiller à l'application de ce calendrier par la prise des mesures adéquates.

Pour cette instance, tout devra être fait dorénavant pour que les élections ne soient plus reportées une fois de plus comme c'était le cas en 2016 et, aujourd'hui, en 2017. Selon le Conseil de sécurité, l'échéance du 23 décembre

2018, fixée par la Céni pour l'organisation des législatives, provinciales et de la présidentielle, devra être tenue pour permettre au pays de négocier son premier transfert pacifique du pouvoir. Tout en soulignant l'importance cruciale de veiller à ce que les scrutins se tiennent effectivement à cette date, les quinze membres du Conseil de sécurité ont réaffirmé « qu'une mise en œuvre efficace et rapide de l'Accord du 31 décembre 2016 est essentielle pour un processus électoral crédible, la paix et la stabilité de la RDC, ainsi que pour soutenir la légitimité des institutions de transition ».

Concernant justement la mise en application intégrale dudit accord, le Conseil a mis une emphase particulière sur les mesures de décripation tout en appelant à la libération des prisonniers politiques, au respect des droits de l'homme et aux libertés fondamentales avec, pour objectif déclaré, restaurer la confiance entre les acteurs impliqués et désamorcer les tensions politiques. Le Conseil de sécurité a, par ailleurs, réitéré son appel à tous les Congolais pour qu'ils œuvrent à la préservation des acquis encore fragiles sur la voie de la paix et de la stabilité de leur pays.

A.D.

NOUVELLE LOI ÉLECTORALE

Des voix s'élèvent contre le seuil de représentativité à 3% des suffrages

La disposition sur la représentation proportionnelle introduite dans le nouveau texte en débat tend à briser le pacte républicain obtenu à l'issue du dialogue inter-congolais à Sun City, se convainquent certains acteurs politiques.

Le débat sur le seuil de 3% de représentativité de suffrages pour obtenir un siège au Parlement tel que proposé par le projet de loi électorale en cours d'examen à la chambre basse se poursuit, même en dehors de l'hémicycle. La voix la plus audible est celle des personnalités qui rejettent cette disposition, selon elles, discriminatoire.

Les rangs des acteurs politiques qui s'opposent à cette innovation présentée par le vice-Premier ministre chargé de l'Intérieur, Emmanuel Ramazani Shadari, comme le « correctif le plus acceptable à travers le monde », ne font que grossir. Ils sont de plus en plus nombreux, ceux qui voient, en cette disposition, une manière sournoise de favoriser le Parti du peuple pour la reconstruction et le développement (PPRD) au nom d'un prétendu regroupement des partis politiques sur des bases idéologiques, quitte à faire disparaître les « par-

tis mallettes» sans base du landerneau politique congolais. Une approche qui ne tient pas debout, selon certains acteurs politiques. Leader du courant progressiste au sein de l'opposition issue de l'accord du 18 octobre, Samy Badibanga est de ceux qui pensent que cette disposition sur la représentation proportionnelle, avec un seuil de 3% des suffrages exprimés, vise in fine « à perturber durablement le paysage politique de notre pays et à instituer un parti unique », une expérience malheureuse que la RDC a connue dans un passé récent. L'opposant redoute l'émergence du PPRD comme parti dominant favorisé par l'instauration du seuil de représentativité. Il s'étonne en même temps que la majorité présidentielle continue à composer, pour le besoin électoral, avec des « petits partis » se revendiquant des courants de pensée divers. L'argument selon lequel l'introduction de ce seuil de représentativité viserait à la formation de deux grands partis politiques par le rassemblement des formations politiques en fonction de leur idéologie est une fausseté, à en croire l'ancien Premier ministre. Il a demandé à l'actuelle coalition au pouvoir de prêcher par l'exemple en se sépa-

rant de toutes les formations qui ne partagent pas la même vision de la société que son parti-phare, le PPRD.

Outre le fait que l'institution d'un seuil de représentativité de 3% au niveau provincial pour la répartition des sièges au niveau national rend d'office impossible toute élection des candidats indépendants dorénavant exclus du jeu politique, Samy Badibanga estime, par ailleurs, que la nouvelle loi électorale risquerait de réduire à néant les maigres acquis démocratiques issus du Pacte républicain du dialogue de Sun-City. Il est rejoint dans cette prise de position par la secrétaire générale du Mouvement de libération du Congo, Eve Bazaïba, qui plaide pour un minimum de consensus autour de cette fameuse innovation.

Plusieurs autres acteurs politiques tant de la majorité que de l'opposition s'accordent à reconnaître que les innovations introduites dans le présent projet de loi électorale, notamment avec la caution de 500 000 FC (plus de 300 USD) par siège, risquent de tout chambouler et en appellent à garder en l'état la loi électorale en ce qui concerne le mode de scrutin.

Alain Diasso

ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

L'Africa digital academy lance sa première édition

Quinze entrepreneuses actives prennent part à la formation gratuite sur la création et la gestion des sites Internet, ouverte le 28 novembre à Pointe-Noire.

L'activité organisée par Congo web agency (Agence conseil en communication) et l'Amid Congo (Association de Mpaka pour l'intégration et le développement) se déroule sur le thème : « L'entrepreneuriat au féminin ». Architectes, créatrices de mode, décoratrices, journalistes, écrivaines et autres ayant des projets personnels vont apprendre à créer et gérer un blog professionnel, un site Internet dynamique ou une petite boutique en ligne avec le logiciel WordPress.

Pendant quatre jours, les participantes vont plancher sur le logiciel World press, la création des pages et des articles, le référencement et le Seo, les indicateurs de performances, le projet personnel, etc.

Cette formation qui va renforcer leurs capacités en matière des TIC (Technologie de l'information et de la communication)



Une vue des participantes

leur permettra d'innover, de créer des contenus de qualité afin de booster leurs activités et ainsi tirer profit des potentialités du numérique.

L'objectif d'Africa digital academy, a rappelé Kriss Brochec, responsable de Congo web agency et de l'Amid, est d'aider les

professionnels, les organisations, les communautés, les corps de métiers et autres à tirer profit des gains de temps, de productivité, d'opportunités et d'affaires qu'offre le numérique. Par cet événement, Congo web agency et l'Amid entendent « aider la population à s'approprier le digital afin

d'en faire des acteurs numériques autonomes et responsables ».

De ce fait, après la première édition consacrée aux entrepreneuses, les deux structures prévoient d'autres éditions pour les artistes et opérateurs culturels au mois de janvier; pour les opérateurs touristiques et sur les techniques de recherche de l'emploi sur Internet en avril; sur les outils du numérique en formation au mois de mai. Les deux structures prévoient aussi le remix de la formation des entrepreneuses à Brazzaville au mois de mars (mois de la femme). La clôture de la 1re édition de l'Africa digital academy

sera marquée par une cérémonie de certification qui aura lieu le 2 décembre. Au cours de celle-ci, les travaux des participantes seront présentés ainsi que leurs produits.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

CÉLÉBRATION

La ville océane a fêté les 59 ans de la proclamation de la République

Les retrouvailles ont eu lieu, le 28 novembre, en présence du préfet de Pointe-Noire, Alexandre Honoré Paka, qui était accompagné des représentants des pays étrangers et de diverses autres autorités civiles et militaires du département.



La tribune officielle de la cérémonie

Quelques orateurs intervenus au cours de la rencontre ont axé leurs discours sur quelques points importants qui ont marqué l'histoire du peuple congolais depuis la colonisation. En effet, les notions de colonialisme, du code de l'indigénat, de l'arrivée du colonisateur sur le sol congolais et autres ont été abordées par les différents orateurs. S'exprimant à cette occasion, le préfet de Pointe-Noire a exhorté les participants à suivre les exemples de l'unité, du travail bien fait, de détermination et du sens de responsabilité exprimés par les pères de l'indépendance congolaise. Ces qualités ont, selon lui, fortement contribué à l'émancipation du pays.

Cette cérémonie a été aussi marquée par la distribution aux participants du portrait du chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso. Un portrait où l'on pouvait lire les principes et symboles de la République, notamment la République du Congo est un État de droit, souverain, unitaire et indivisible, décentralisé, laïc et démocratique ; le principe de la République du Congo est le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple ; l'emblème national est le drapeau tricolore vert, jaune, rouge (loi constitutionnelle n°8 du 18 août 1959) et autres.

La fin de la rencontre a été marquée par une visite guidée des photos des anciens parlementaires congolais par l'ensemble des officiels, suivie d'un apéritif offert pour la circonstance. Au niveau national, les cinquante-neuf ans de la République du Congo ont été fêtés sous le signe du travail.

Séverin Ibara

MUSIQUE

Les artistes ponténégrins vont rendre hommage à la soul américaine

« A song for you », tel est le nom du spectacle qui va être donné à l'Institut français du Congo (IFC) de Pointe-Noire, le 2 décembre, afin d'honorer la soul américaine.

Les plus belles voix de Pointe-Noire vont glorifier la soul américaine à travers le répertoire de Roberta Flack et de Donny Hathaway, un spectacle qui va être marqué d'émotion et surtout de nostalgie. Les artistes, comme Berléa, Ety, Mixel et Akah, partageront leur émotion et leur admiration pour ces deux icônes américaines avec le public. Accompagnés de l'orchestre « Pointe-Noire All Stars » composé de Baurdier Deckerpel au piano, Gabin Iwangou à la basse, Romaric Nzaou à la batterie et Bertrand Makenga à la guitare, ces derniers vont faire découvrir ou redécouvrir au public ponténégrin les deux géants de la musique Soul, dont les chansons restent éternelles. Interprétations inédites, textes surprenants, ferveur et émotion, tels sont les principaux ingrédients attendus pour cet événement.

Pour la petite histoire, Roberta Flack et Donny Hathaway se rencontrent à l'université de Howard. Musiciens surdoués aux voix incomparables, ils partagent une passion mêlant gospel et musique classique, dont on ressent les influences dans leurs lignes de chant claires et puissantes.



Roberta Flack et Donny Hathaway crédit photo «DR»

Leur amitié scellée quand ils étaient étudiants est brutalement interrompue à la mort, à l'âge de 34 ans, de Donny Hathaway. Roberta Flack en est resté inconsolable. L'amour est l'un des thèmes forts de leurs répertoires communs ou personnels. Nombre des chansons de Donny Hathaway sont aussi le reflet des problèmes sociaux que vit la communauté afro-américaine dont lui et Roberta Flack sont issue, telles que Little Ghetto boy (petit garçon du ghetto), ou Someday we'll be free (un jour, nous serons tous libres).

Tous deux restent à jamais des icônes de la musique soul américaine. Née de la fusion du gospel rural et du rhythm'n blues à l'énergie plus urbaine, la soul lie intimement émotion sacrée et thèmes profanes et a été un élément identitaire fort de la jeunesse afro-descendante, alors que le rock était plus prisé par les jeunes blancs. La soul s'efface au profit du disco à la fin des années 80, mais elle a acquis une place de référence dans la musique populaire et continue d'inspirer de nombreuses stars actuelles de variété internationale. On se souviendra encore de l'élégance et du swing inouï de Donny Hathaway, l'une des voix les plus prenantes et les plus touchantes du genre, un artiste qui avait les faveurs du public et ayant connu ses plus beaux jours avec la musique. On se rappelle aussi de son plaisir évident à faire

raisonner sa voix, une voix pouvant, sur des sujets sociaux, prendre des accents de colère. Pendant ce spectacle hommage, les jeunes artistes de Pointe-Noire vont revisiter à leur façon le répertoire qui jalonne la carrière de ces deux artistes, en faisant voyager le public dans les vibrations chargées d'émotion et de groove de cette sublime musique de « l'âme » qui est la soul.

Hugues Prosper Mabonzo

ENVIRONNEMENT

Help Congo sensibilise les élèves à la protection de l'écosystème

À l'occasion de la rentrée d'éducation environnementale, l'ONG a organisé, le 29 novembre au Centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard de Pointe-Noire, en partenariat avec la Société Congo Terminal, un focus à l'endroit des élèves sur la protection de l'environnement.

Près de deux cents élèves issus de trois établissements scolaires, à savoir le collège Ma Loango, l'école privée Les Petits-fils de Saint-Joseph, l'école privée Kimpolo Fonkoma, ont suivi les communications interactives sur l'environnement faites par les animateurs du Programme d'éducation environnementale de Help Congo. « Cette activité a eu pour but de sensibiliser les enfants à la protection de l'environnement afin qu'ils adoptent désormais de nouveaux comportements face aux problèmes environnementaux », a dit Jean-Michel Ndziengué-Toddy, animateur. Et d'ajouter : « Si nous, adultes, n'avons toujours pas eu les bons réflexes par le passé pour protéger l'environnement, notre souhait est que les jeunes, l'avenir de demain, se comportent différemment face à ce problème de l'environnement. Pour ce faire, il faut qu'ils aient de bonnes informations



Des enfants à la fin de la sensibilisation / crédit photo Adiac

pouvant leur permettre d'adopter des attitudes positives face aux enjeux liés à l'environnement. C'est ce qui justifie cette activité organisée en milieu scolaire ». Après avoir défini l'environnement comme l'ensemble des éléments naturels et artificiels qui entourent l'homme, l'animateur de Help Congo a expliqué à l'auditoire juvénile les différents types d'environnement que sont : l'environnement naturel (air, eau, terre, végétaux, animaux, minéraux...) et l'environnement immédiat ou artificiel (villes, maisons, routes, quartiers,

entreprises). Exposant les diverses menaces qui pèsent sur l'environnement, il a indiqué que les causes peuvent venir des catastrophes naturelles, des tremblements de terre, des inondations, des tempêtes, etc., tandis que les causes humaines sont liées, entre autres, à l'urbanisation, l'industrialisation, la construction de routes, la déforestation, l'érosion, la pollution, le braconnage, l'exploitation abusive des ressources naturelles, etc. « À la suite de ces menaces, nous sommes appelés à mener des actions positives et les élèves

doivent agir en acteurs et non en passifs. Nous devons éviter de polluer l'air, l'eau, la terre et devons lutter contre le braconnage et la déforestation. Aussi devons-nous garder notre environnement salubre par le ramassage des déchets par exemple, avoir des latrines écologiques... », a dit Jean-Michel Ndziengué.

Appréciant positivement l'initiative, les élèves ont promis désormais d'adopter des gestes responsables et d'appliquer les conseils reçus lors du focus, en exploitant avec efficacité le manuel pédagogique Éducation à l'environnement distribué par les organisateurs à chaque enfant. Cette activité a été agréementée par l'artiste musicien environnementaliste, Ignace Tembete, qui, en compagnie des élèves, a fredonné des chants éducatifs sur la protection de l'environnement.

Help Congo est une ONG congolaise créée en 1990. Elle agit dans la protection de la faune sauvage, en particulier des primates et de leur habitat. Depuis 2007, Help Congo développe un programme d'éducation environnementale axé sur la conservation de l'environnement par la diffusion des informations dans ce domaine.

Hervé Brice Mampouya

CYCLISME

La Fécoy méconnaît la Ligue de la ville côtière

Élu en janvier dernier à la tête de la Ligue départementale du cyclisme de Pointe-Noire, en présence du directeur départemental des Sports et de l'éducation physique, Dieudonné Loemba-Dona n'est pas reconnu par l'instance fédérale.

Le président de la Ligue du cyclisme de Pointe-Noire a exprimé sa désolation devant le directeur départemental des Sports, avant de solliciter son soutien pour le bon fonctionnement de sa structure. « Je suis président de la Ligue de cyclisme mais la Fédération ne veut jamais reconnaître la Ligue de Pointe-Noire, alors que ces instances ont été mises en place par le directeur départemental avec la fédération sortante », a-t-il regretté. Il ne cesse de tendre la main à l'instance fédérale que préside Arnel Lajuve Lengou pour le développement du cyclisme. « Le cyclisme aujourd'hui n'est pas dans une passe très favorable, nous en sommes conscients. C'est pourquoi je demande au directeur départemental des Sports de Pointe-Noire et son équipe de m'aider pour qu'on arrête avec les divisions qui mettent le cyclisme dans les placards. Nous voulons que la saison sportive 2017-2018 soit plus favorable pour notre discipline », a estimé l'ancien vice-président de la Fédération congolaise de cyclisme (Fécoy).

Le cyclisme doit se développer comme les autres sports au niveau national. « Plusieurs tours



Dieudonné Loemba-Dona s'exprimant devant le directeur départemental des Sports «Adiac»

ont eu lieu en Afrique, notamment au Rwanda, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. J'ai été très content de constater qu'ils ont mis l'accent sur les jeunes de moins de 25 ans qui ont, d'ailleurs, franchi de grandes étapes. Je pense qu'il faut faire une symbiose entre les anciens et les jeunes coureurs», a poursuivi ce passionné du cyclisme. Nonobstant la méconnaissance de la Ligue de Pointe-Noire par la Fécoy, Dieudonné Loemba-Dona a organisé des activités dans son département pour faire vivre la discipline. Les activités organisées sont, entre autres, le

tour financé par un candidat à la députation pendant les élections législatives, la première édition du trophée Loemba-Dona avec ses propres fonds, initié pour attirer les sponsors et qu'il souhaite pérenne. Le président de la ligue de Pointe-Noire a également souligné quelques sorties collectives et officielles ainsi qu'une invitation de FBU, une ONG de la place. Cependant, il a déploré le manque d'activités au niveau national. « La saison finissante a été une année blanche pour le cyclisme congolais par manque des championnats départemen-

taux. C'est pourquoi nous ne cessons de tendre la main à la Fédération pour faire avancer notre discipline », a-t-il insisté. Soulignons que le vœu le plus ardent des cyclistes ponténégrins est de voir la reprise des compétitions au niveau national. « Le cyclisme ne va pas bien et nous sollicitons tout simplement l'entente entre le président de la Fécoy et celui de la Ligue de Pointe-Noire pour relancer la discipline. À Pointe-Noire, il y a plusieurs entreprises qui peuvent sponsoriser les tours, pourvu que ces courses s'organisent dans

le périmètre urbain comme à notre époque. Mais il suffit que ceux qui gèrent la discipline s'asseyent et regardent dans la même direction. Les sorties collectives que la Ligue organise dans le Kouilou ne servent qu'à l'entraînement », a souligné Tchicaya, l'ancien champion du Congo en 1982 et 1983 qui a également déploré le manque de vélos pour les coureurs de Pointe-Noire, tandis que la Fédération en a reçu plusieurs lors des derniers Jeux africains.

Charlem Léa Legnoki

CONGO-BANQUE MONDIALE

Ouverture des consultations pour un nouveau cadre de partenariat

L'institution financière onusienne organise, du 27 novembre au 17 décembre, des consultations publiques et en ligne pour préparer son nouveau cadre de partenariat-pays qui fixe ses domaines d'engagement spécifiques et prioritaires en République du Congo pour les quatre prochaines années.

Réalisées à Brazzaville et à Pointe-Noire, les consultations publiques initiées prévoient des rencontres directes avec les partenaires, les acteurs des secteurs public et privé, les représentants de la société civile et la population. Elles ont pour objectifs de «recueillir les suggestions des parties prenantes sur les priorités de développement du pays».

« Nous encourageons donc tous les Congolais et tous nos partenaires à y participer pour contribuer au développement futur du pays », a indiqué, dans un communiqué de presse, le représentant de la Banque mondiale au Congo, Djibrilla Issa. Selon cette institution internationale, la synthèse des résultats sera publiée à l'issue de l'enquête, tandis que la rédaction de la stratégie et sa revue interne interviendront en janvier 2018, suivies de la présentation du document au conseil d'administration de la Banque mondiale entre avril et mai de la même année.

Le portefeuille du groupe de la Banque mondiale au Congo comporte treize projets actifs d'un montant global de plus de quatre cents millions de dollars mobilisés par cette institution financière onusienne pour soutenir des secteurs clés du développement du pays, tels que les infrastructures, l'apprentissage, la protection sociale, la santé, l'agriculture ainsi que la gouvernance et le développement du secteur privé.

La Rédaction

LUTTES ASSOCIÉES

La fédération souhaite l'encadrement des athlètes dans un centre de haut niveau

La doléance a été exprimée auprès du ministre des Sports et de l'éducation physique par le président de l'instance nationale de la discipline, Alphonse Nsiamfumu.

Le président de la Fédération nationale des luttes associées (Fécola) a proposé que les lutteurs congolais soient placés dans un centre de formation de haut niveau en Finlande ou au Maroc, en vue de leur permettre de mieux préparer les Jeux olympiques de 2020 à Tokyo, au Japon. Il l'a dit au ministre Hugues Ngouélondélé, le 29 novembre, précisant que ces deux centres sont agréés par la Fédération internationale et la solidarité olympique. Il a aussi profité de l'occasion pour présenter un chapelet de compétitions auxquelles ses athlètes doivent prendre part.

« Nous avons des championnats d'Afrique cadets, juniors et seniors qui auront lieu au Nigeria. Nous avons aussi les 3es jeux olympiques de la jeunesse en Algérie, les championnats du monde U-23 en Roumanie et le championnat du monde sport scolaire et universitaire au Brésil parce que la fédération internationale pour cette année a signé un protocole d'accord avec la Fédération internationale scolaire et universitaire », a commenté le président de la Fécola, tout en insistant sur la participation des juges et arbitres aux cours continentaux et internationaux. Alphonse Nsiamfumu a, par ailleurs, demandé l'aide du ministre des Sports pour la participation aux compétitions internationales et nationales. Il a, en outre, révélé que la fédération traînait une dette de quinze millions de francs CFA après la participation des lutteurs congolais aux championnats de la zone 4, à



: Alphonse Nsiamfumu remettant le trophée gagné par ses athlètes à Hugues Ngouélondélé/Adiac

Kinshasa. Hugues Ngouélondélé a pris acte et a promis de la régler soit en partie quand le budget 2018 sera effectif.

Le Jiu-jitsu veut participer au championnat d'Afrique

Après les luttes associées, le ministre des Sports a, dans la foulée, reçu la fédération de Jiu-jitsu. Comme les autres fédérations, son président a sollicité l'appui du ministre dans l'organisation des compétitions nationales et la participation aux compétitions internationales. Beriche Nghoh Djoubé a présenté à Hugues Ngouélondélé l'intention de sa fédération de participer, en janvier 2018, au championnat d'Afrique. Cette compétition qui devrait se disputer cette année a été ramenée à l'année prochaine à cause des changements à la tête de la confédération, a-t-il soutenu. « C'est à la fédération de faire une évaluation et nous rencontrer pour nous expliquer clairement la situation... », a proposé le ministre.

Il a souhaité que la fédération donne d'abord la priorité à la formation avant de privilégier la par-

ticipation à des compétitions internationales. « Il faut aussi mettre l'accent sur la formation, parce que pour aller dans ces compétitions, il faut aussi avoir des athlètes capables de gagner. Et pour y arriver, cela passe par la formation. La formation ce n'est jamais à l'étranger sauf si vous allez dans une école. Mais la formation, c'est ici », a insisté Hugues Ngouélondélé.

Comme toutes les autres fédérations, le président de Jiu-jitsu a présenté les dettes de sa fédération au ministre. La structure, a-t-il dit, doit 3,2 millions à la fédération internationale et plus de 700 000 F CFA à la Confédération africaine pour des cotisations statutaires. « La fédération est née en 2014 mais depuis 2015-2016, nous n'avons pas payé les cotisations », a-t-il expliqué. Une autre dette à laquelle le ministre doit faire face concerne l'organisation, à Brazzaville, des championnats d'Afrique de la zone 4. Elle s'élève à 76 millions, soutient la fédération qui estime avoir préfinancé l'organisation.

James Golden Eloué

FOOTBALL

Les résultats des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en Europe (Angleterre, France, Israël, Suisse, Belgique, Italie et Turquie)

Angleterre, 12^e journée, 3^e division

Sans Christoffer Mafoumbi, non retenu, Blackpool est défait à domicile par les Blackburn Rovers (2-4).

France, 15^e journée, 1^{re} division

Absent du groupe depuis le 23 septembre, mis à part un passage sur le banc le 5 novembre, Durel Avounou faisait son retour dans le onze de départ de Caen lors du déplacement à Strasbourg (0-0). Aligné à un poste inhabituel de milieu gauche, il a été volontaire et dynamique. Pas toujours précis dans le dernier geste, il se distingue en fin de première période par une passe en retrait pour Noko. Un centre à la 46e, puis une volée contrée en corner (54e). Remplacé à la 70e. Brice Samba, lui, n'est pas entré en jeu. Dijon chute à Amiens (1-2). Sans Arnold Bouka Moutou, blessé aux ischios, ni Dylan Bahamboula et Eden Massouema, non retenus.

Saint-Louis n'a pas croisé Yann Mabella, entré à la 86e.

Ligue 2, 17^e journée

Statu quo entre Châteauroux et le Paris FC (0-0). Titulaire et remplacé à la 76e mn, Dylan



Pas de vainqueur entre le RC Strasbourg de Kenny Lala et le SM Caen de Durel Avounou (FREDERICK FLORIN/AFP)

Sans Exaucé Ngassaki, Brest prend les trois points à Clermont (2-1). Remplaçant, Fodé Doré est entré à la 84e mn. Sans Tobias Badila, laissé sur le

banc, ni Ryan Bidounga (blessé), Nancy coule à domicile face au Havre (0-3). Dans les rangs normands, ni Bryan Passi (blessé), ni Bevic Moussiti Oko (non retenu). Au classement, les Normands montent sur le podium (3^e avec

31 points), devant le Paris FC, 30 points, et Clermont, 29 points. Brest est 8^e avec 28 points. Châteauroux est 12^e avec 24 points, tandis que Nancy glisse vers la zone rouge avec 17 points.

Israël, 12^e journée, 2^e division

Beitar Tel Aviv et Romaric Etou, titulaire, s'inclinent à domicile face à l'Ironi Rishon LeZion (1-2). Et sont 7^e du championnat avec 18 points.

Suisse, 15^e journée, 2^e division

Wohlen et Aarau se neutralisent (1-1). Titulaire, Igor Nganga a reçu un premier avertissement à la 6^e avant d'être expulsé à la 51^e, laissant ses coéquipiers, qui menaient au score, à dix.

Belgique, 8^e de finale de la Coupe

Francis N'Ganga était titulaire lors de la qualification de Charleroi sur le terrain de Mouscron (1-0).

Italie, 4^e tour de la Coppa

Cagliari est éliminé à domicile par un club de Série C, Pordenone CSSD (1-2). Senna Miangué était titulaire et a joué tout le match.

Turquie, 5^e tour de la Coupe

Manisaspor est atomisé sur le terrain du Besiktas d'Istanbul (0-9). Christ Bakaki est entré à la 55^e, alors que le score était de 4-0.

Camille Delourme